Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 163 del 16 giugno 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 118° — Numero

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 16 giugno 1977

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 16 maggio 1977, n. **305.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla validità internazionale dei giudizi repressivi, adottata a L'Aia il 28 maggio 1970.

LEGGE 16 maggio 1977, n. **306.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione universale per il diritto d'autore, con protocolli, adottata a Parigi il 24 luglio 1971.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 maggio 1977, n. **305.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla validità internazionale dei giudizi repressivi, adottata a L'Aja il 28 maggio 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea sulla validità internazionale dei giudizi repressivi, adottata a L'Aja il 28 maggio 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 58 della convenzione medesima.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 maggio 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA VALEUR INTERNATIONALE DES JUGEMENTS RÉPRESSIFS

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que la lutte contre la criminalité dont les effets se manifestent de plus en plus au-delà des frontières d'un même pays, exige sur le plan international l'emploi de moyens modernes et efficaces;

Convaincus de la nécessité de poursuivre une politique pénale commune tendant à la protection de la société;

Conscients de la nécessité de respecter la dignité humaine et de favoriser le reclassement des délinquants;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

DEFINITIONS

Article 1er

Au sens de la présente Convention, l'expression:

a) « jugement répressif européen » désigne toute décision définitive rendue par une juridiction répressive d'un Etat Contractant à la suite d'une action pénale;

b) « infraction » comprend, outre les faits constituant des infractions pénales, ceux qui sont visés par les dispositions légales mentionnées à l'Annexe II de la présente Convention à la condition que, si ces dispositions donnent compétence à une autorité administrative, l'intéressé ait la possibilité de faire porter l'affaire devant une instance juridictionnelle;

c) « condamnation » signifie le prononcé d'une sanction;

d) « sanction » désigne toute peine et mesure appliquées à un individu en raison d'une infraction et prononcées expressément dans un jugement répressif européen ou dans une ordonnance pénale;

e) « déchéance » désigne toute privation ou suspension d'un droit, toute interdiction ou incapacité;

f) « jugement par défaut » désigne toute décision réputée telle en vertu du paragraphe 2 de l'article 21;

g) « ordonnance pénale » désigne l'une quelconque des décisions rendues dans un autre Etat Contractant, mentionnées à l'Annexe III de la présente Convention.

TITRE II

EXÉCUTION DES JUGEMENTS RÉPRESSIFS EUROPÉENS

SECTION 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) *Conditions générales de l'exécution*

Article 2

Le présent titre est applicable:

a) aux sanctions privatives de liberté;

b) aux amendes ou aux confiscations;

c) aux déchéances.

Article 3

1. Dans les cas et les conditions prévus dans la présente Convention chaque Etat Contractant a compétence pour procéder à l'exécution d'une sanction prononcée dans l'un des autres Etats Contractants et qui y est exécutoire.

2. Cette compétence ne peut être exercée qu'à la suite d'une demande d'exécution présentée par l'autre Etat Contractant.

Article 4

1. Une sanction ne peut être exécutée par un autre Etat Contractant que si en vertu de la loi de cet Etat et en cas de commission dans cet Etat le fait pour lequel la sanction a été prononcée constituerait une infraction et que l'auteur y serait punissable.

2. Si la condamnation réprime plusieurs infractions dont certaines ne réunissent pas les conditions prévues au paragraphe 1er, l'Etat de condamnation indique la partie de la sanction applicable aux infractions qui réunissent ces conditions.

Article 5

L'Etat de condamnation ne peut demander l'exécution d'une sanction à un autre Etat Contractant que si une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies:

a) si le condamné a sa résidence habituelle dans l'autre Etat;

b) si l'exécution de la sanction dans l'autre Etat est susceptible d'améliorer les possibilités de reclassement social du condamné;

c) s'il s'agit d'une sanction privative de liberté qui pourrait être exécutée dans l'autre Etat à la suite d'une autre sanction privative de liberté que le condamné subit ou doit subir dans cet Etat;

d) si l'autre Etat est l'Etat d'origine du condamné et s'est déjà déclaré prêt à se charger de l'exécution de cette sanction;

e) s'il estime qu'il n'est pas en mesure d'exécuter lui-même la sanction, même en ayant recours à l'extradition, et que l'autre Etat l'est.

Article 6

L'exécution requise dans les conditions fixées aux dispositions précédentes ne peut être refusée entièrement ou partiellement que dans l'un des cas suivants:

a) si l'exécution serait contraire aux principes fondamentaux de l'ordre juridique de l'Etat requis;

b) si l'Etat requis estime que l'infraction réprimée par la condamnation revêt un caractère politique ou qu'il s'agit d'une infraction purement militaire;

c) si l'Etat requis estime qu'il y a des raisons sérieuses de croire que la condamnation a été provoquée ou aggravée par des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique;

d) si l'exécution est contraire aux engagements internationaux de l'Etat requis;

e) si le fait est l'objet de poursuites dans l'Etat requis ou si celui-ci décide d'entamer des poursuites;

f) si les autorités compétentes de l'Etat requis ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour le même fait;

g) si le fait a été commis hors du territoire de l'Etat requérant;

h) si l'Etat requis n'est pas à même d'exécuter la sanction;

i) si la demande est fondée sur l'alinéa *e*) de l'article 5, et qu'aucune des autres conditions prévues par cet article n'est remplie;

j) si l'Etat requis estime que l'Etat requérant est à même d'exécuter lui-même la sanction;

k) si, en raison de son âge au moment de la commission du fait, le condamné ne pouvait pas être poursuivi dans l'Etat requis;

l) si la sanction est déjà prescrite selon la loi de l'Etat requis;

m) dans la mesure où le jugement prononce une déchéance.

Article 7

Il ne peut être donné suite à une demande d'exécution si cette exécution se heurte aux principes reconnus par les dispositions de la première section du Titre III de la présente Convention.

b) *Effets de la transmission de l'exécution*

Article 8

Pour l'application de l'alinéa 1) de l'article 6 et de la réserve mentionnée sous *c*) dans l'Annexe I de la présente Convention les actes interruptifs ou suspensifs de prescription valablement accomplis par les autorités de l'Etat de condamnation sont considérés dans l'Etat requis comme ayant produit le même effet pour l'appréciation de la prescription selon le droit de cet Etat.

Article 9

1. Le condamné détenu dans l'Etat requérant qui aura été remis à l'Etat requis aux fins d'exécution ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé la condamnation à exécuter, sauf dans les cas suivants:

a) lorsque l'Etat qui l'a remis y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée de toutes pièces utiles et d'un procès-verbal judiciaire consignant toute déclaration faite par le condamné. Ce consentement sera donné lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé pourrait donner lieu à extradition selon la loi de l'Etat requérant l'exécution ou lorsque l'extradition ne serait exclue qu'en raison du taux de la peine;

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire le condamné n'a pas quitté dans les 45 jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été remis ou s'il y est retourné après l'avoir quitté.

2. Toutefois, l'Etat requis de l'exécution pourra prendre les mesures nécessaires en vue d'une part d'un renvoi éventuel du territoire, d'autre part d'une interruption de la prescription, conformément à sa législation, y compris le recours à une procédure par défaut.

Article 10

1. L'exécution est régie par la loi de l'Etat requis et cet Etat seul est compétent pour prendre toutes les décisions appropriées notamment en ce qui concerne la libération conditionnelle.

2. L'Etat requérant, seul, a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre la condamnation.

3. Chacun des deux Etats peut exercer le droit d'amnistie ou de grâce.

Article 11

1. Dès que l'Etat de condamnation a présenté la demande d'exécution, il ne peut plus mettre à exécution la sanction qui en fait l'objet. Toutefois, l'Etat de condamnation peut mettre à exécution une sanction privative de liberté lorsque le condamné est déjà détenu sur le territoire de cet Etat au moment de la présentation de la demande.

2. L'Etat requérant reprend son droit d'exécution:

a) s'il retire sa demande avant que l'Etat requis ne l'ait informé de son intention d'y donner suite;

b) si l'Etat requis l'informe de son refus de donner suite à la demande;

c) si l'Etat requis renonce expressément à son droit d'exécution. Cette renonciation ne peut avoir lieu que si les deux Etats intéressés y consentent ou si l'exécution n'est plus possible dans l'Etat requis. Elle est, dans ce dernier cas, obligatoire si l'Etat requérant en a fait la demande.

Article 12

1. Les autorités compétentes de l'Etat requis doivent mettre fin à l'esécution dès qu'elles ont connaissance d'une grâce, d'une amnistie, d'un recours en révision ou de toute autre décision qui a pour effet d'enlever à la sanction son caractère exécutoire. Il en est de même en ce qui concerne l'exécution d'une amende lorsque le condamné l'a payée à l'autorité compétente de l'Etat requérant.

2. L'Etat requérant informe sans délai l'Etat requis de toute décision ou tout acte de procédure intervenu sur son territoire qui, conformément au paragraphe précédent, mettent fin au droit d'exécution.

c) *Dispositions diverses*

Article 13

1. Le transit à travers le territoire d'un Etat Contractant d'une personne qui est détenue et doit être transférée vers un tiers Etat Contractant en vertu de la présente Convention, est accordé sur demande de l'Etat où cette personne est détenue. L'Etat de transit peut exiger de recevoir communication de tout document approprié avant de prendre une décision sur la demande. La personne transférée doit rester en détention sur le territoire de l'Etat de transit, à moins que l'Etat d'où elle est transférée ne demande sa mise en liberté.

2. Sauf dans les cas où le transfert est requis par l'article 34, tout Etat Contractant peut refuser d'accorder le transit:

a) pour l'un des motifs prévus aux alinéas *b*) et *c*) de l'article 6;
b) si la personne en cause est un de ses ressortissants.

3. Dans le cas où la voie aérienne est utilisée, il est fait application des dispositions suivantes:

a) lorsqu'aucun atterrissage n'est prévu, l'Etat d'où la personne doit être transférée peut avertir l'Etat dont le territoire sera survolé que la personne en cause est transférée en application de la présente Convention. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produit les effets de la demande d'arrestation provisoire visée au paragraphe 2 de l'article 32, et une demande régulière de transit doit être faite;

b) lorsqu'un atterrisage est prévu, une demande régulière de transit doit être faite.

Article 14

Les Etats Contractants renoncent de part et d'autre à réclamer le remboursement des frais résultant de l'application de la présente Convention.

SECTION 2

DEMANDES D'EXÉCUTION

Article 15

1. Les demandes prévues par la présente Convention sont faites par écrit. Elles sont adressées ainsi que toutes les communications nécessaires à l'application de la présente Convention, soit par

le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis, soit, en vertu d'un accord entre les Etats Contractants intéressés, directement par les autorités de l'Etat requérant à celles de l'Etat requis et renvoyées par la même voie.

2. En cas d'urgence, les demandes et communications pourront être transmises par l'intermédiaire de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL).

3. Tout Etat Contractant pourra, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, faire connaître qu'il entend déroger aux règles de transmission énoncées au paragraphe 1 du présent article.

Article 16

La demande d'exécution est accompagnée de l'original ou d'une copie certifiée conforme de la décision dont l'exécution est demandée ainsi que de toutes les pièces utiles. L'original ou une copie certifiée conforme de tout ou partie du dossier pénal sera transmis à l'Etat requis sur sa demande. Le caractère exécutoire de la sanction est certifié par l'autorité compétente de l'Etat requérant.

Article 17

Si l'Etat requis estime que les renseignements fournis par l'Etat requérant sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer la présente Convention, il demande le complément d'informations nécessaire. Il peut fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 18

1. Les autorités de l'Etat requis informent sans délai celles de l'Etat requérant de la suite qui est donnée à la demande d'exécution.

2. Le cas échéant, les autorités de l'Etat requis remettent à celles de l'Etat requérant un document certifiant que la sanction a été exécutée.

Article 19

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des demandes et des pièces annexes ne peut être exigée.

2. Tout Etat Contractant peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les demandes et pièces annexes lui soient adressées accompagnées soit d'une traduction dans sa propre langue, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'il indiquera. Les autres Etats peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

3. Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la traduction des demandes et pièces annexes contenues dans les accords ou arrangements en vigueur ou à intervenir entre deux ou plusieurs Etats Contractants.

Article 20

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

SECTION 3

JUGEMENTS PAR DÉFAUT ET ORDONNANCES PÉNALES

Article 21

1. Sous réserve des dispositions contraires contenues dans la présente Convention, l'exécution des jugements par défaut et des ordonnances pénales est soumise aux mêmes règles que celle des autres jugements.

2. Sous réserve du paragraphe 3 est réputée jugement par défaut au sens de la présente Convention toute décision rendue par une juridiction répressive d'un Etat Contractant à la suite d'une action pénale alors que le condamné n'a pas comparu en personne à l'audience.

3. Sans préjudice du paragraphe 2 de l'article 25, du paragraphe 2 de l'article 26 et de l'article 29, est réputé contradictoire:

a) tout jugement par défaut et toute ordonnance pénale, confirmés ou prononcés à la suite de l'opposition du condamné dans l'Etat de condamnation;

b) tout jugement par défaut rendu en appel pour autant que l'appel contre le jugement de première instance ait été interieté par le condamné.

Article 22

Le jugement par défaut et l'ordonnance pénale qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une opposition ou d'un autre recours, peuvent être envoyés à l'Etat requis dès qu'ils sont prononcés, pour notification et exécution éventuelle.

Article 23

1. Si l'Etat requis estime qu'il y a lieu de donner suite à la demande d'exécution d'un jugement par défaut ou d'une ordonnance pénale, il fait notifier au condamné en personne la décision rendue dans l'Etat requérant.

2. Dans l'acte de notification envoyé au condamné, avis lui est donné:

a) qu'une demande d'exécution a été présentée conformément à la présente Convention;

b) que la seule voie de recours ouverte est l'opposition prévue à l'article 24;

c) que la déclaration d'opposition doit être faite auprès de l'autorité qui lui est désignée et que cette déclaration est soumise pour sa recevabilité aux conditions exigées par l'article 24 et qu'il peut demander à être jugé par les autorités de l'Etat de condamnation;

d) qu'en l'absence d'une opposition dans le délai utile, la décision est réputée contradictoire pour l'entière application de la présente Convention.

3. Copie de l'acte de notification est adressée sans délai à l'autorité qui a requis l'exécution.

Article 24

1. Dès que la décision a été notifiée conformément à l'article 23 la seule voie de recours ouverte au condamné est l'opposition. Cette opposition et soumise selon le choix du condamné, soit à la juridiction compétente de l'Etat requérant, soit à celle de l'Etat requis. Si le condamné n'exprime pas de choix, l'opposition est soumise à la juridiction compétente de l'Etat requis.

2. Dans les deux cas visés au paragraphe précédent, l'opposition est recevable si elle est faite par déclaration adressée à l'autorité compétente de l'Etat requis dans un délai de 30 jours à partir du jour de la notification. Le délai est calculé conformément aux règles y relatives de la loi de l'Etat requis. L'autorité compétente de cet Etat avis sans délai l'autorité qui a fait la demande d'exécution.

Article 25

1. Si l'opposition est jugée dans l'Etat requérant, le condamné est cité à comparaître dans cet Etat à l'audience fixée pour nouvel examen de l'affaire. Cette citation lui sera notifiée en personne au moins 21 jours avant ce nouvel examen. Ce délai peut être abrégé avec l'accord du condamné. Le nouvel examen a lieu devant le juge compétent de l'Etat requérant et selon la procédure de cet Etat.

2. Si le condamné ne comparaît pas en personne ou n'est pas représenté conformément à la loi de l'Etat requérant, le juge déclare l'opposition non avenue et sa décision est communiquée à l'autorité compétente de l'Etat requis. Il en est de même lorsque le juge déclare l'opposition non recevable. Dans l'un et dans l'autre cas le jugement rendu par défaut ou l'ordonnance pénale est réputé contradictoire pour l'entière application de la présente Convention.

3. Si le condamné comparaît en personne ou est représenté conformément à la loi de l'Etat requérant et si l'opposition est recevable, la demande d'exécution est considérée comme non avenue.

Article 26

1. Si l'opposition est jugée dans l'Etat requis, le condamné est cité à comparaître dans cet Etat à l'audience fixée pour nouvel examen de l'affaire. Cette citation lui sera notifiée en personne au moins 21 jours avant ce nouvel examen. Ce délai peut être abrégé avec l'accord du condamné. Le nouvel examen a lieu devant le juge compétent de l'Etat requis et selon la procédure de cet Etat.

2. Si le condamné ne comparaît pas en personne ou n'est pas représenté conformément à la loi de l'Etat requis, le juge déclare l'opposition non avenue. Dans ce cas et lorsque le juge déclare l'opposition non recevable le jugement rendu par défaut ou l'ordonnance pénale est réputé contradictoire pour l'entière application de la présente Convention.

3. Si le condamné comparaît en personne ou est représenté conformément à la loi de l'Etat requis, et si l'opposition est recevable, le fait est jugé comme le même fait commis dans cet Etat. Toutefois, il ne peut être examiné si la prescription de l'action pénale serait acquise. Le jugement rendu dans l'Etat requérant est considéré comme non avenu.

4. Tout acte en vue de poursuites ou d'instructions, accompli dans l'Etat de condamnation conformément aux lois et règlements qui y sont en vigueur, a la même valeur dans l'Etat requis que s'il avait été accompli par les autorités de cet Etat, sans que cette assimilation puisse avoir pour effet de donner à cet acte une force probante supérieure à celle qu'il a dans l'Etat requérant.

Article 27

Pour l'introduction de l'opposition et la procédure qui suit, le condamné par défaut ou par une ordonnance pénale a droit à l'attribution d'office d'un défenseur dans les cas et conditions prévus par la loi de l'Etat requis et, le cas échéant, de l'Etat requérant.

Article 28

Les décisions judiciaires rendues en vertu du paragraphe 3 de l'article 26 et leur exécution sont uniquement régies par la loi de l'Etat requis.

Article 29

Si le condamné par défaut ou par une ordonnance pénale ne fait pas opposition, la décision est réputée contradictoire pour l'entière application de la présente Convention.

Article 30

Les dispositions des législations nationales relatives à la restitution en entier sont applicables lorsque pour des raisons indépendantes de sa volonté, le condamné a omis d'observer les délais visés aux articles 24, 25 et 26 ou de comparaître à l'audience fixée pour le nouvel examen de l'affaire.

SECTION 4

MESURES PROVISOIRES

Article 31

Si la personne jugée est présente dans l'Etat requérant après que la notification de l'acceptation de la demande de cet Etat en vue de l'exécution d'un jugement impliquant une privation de liberté a été reçue, cet Etat peut, s'il l'estime nécessaire pour assurer l'exécution, arrêter cette personne aux fins de la transférer conformément aux dispositions de l'article 43.

Article 32

1. Lorsque l'Etat requérant a demandé l'exécution, l'Etat requis peut procéder à l'arrestation du condamné:

a) si la loi de l'Etat requis autorise la détention préventive en raison de l'infraction et

b) s'il existe un danger de fuite ou, dans le cas d'une condamnation par défaut, un danger d'obscurcissement des preuves.

2. Lorsque l'Etat requérant annonce son intention de demander l'exécution, l'Etat requis peut, sur demande de l'Etat requérant, procéder à l'arrestation du condamné pour autant que les conditions mentionnées sous *a*) et *b*) du paragraphe précédent soient remplies. Cette demande doit

mentionner l'infraction qui a entraîné la condamnation, le temps et le lieu où elle a été commise, ainsi que le signalement aussi précis que possible du condamné. Elle doit également comprendre un exposé succinct des faits sur lesquels repose la condamnation.

Article 33

1. La détention est régie par la loi de l'Etat requis et celle-ci détermine également les conditions dans lesquelles la personne arrêtée peut être mise en liberté.

2. La détention prend fin en tout cas:

a) si sa durée atteint celle de la sanction privative de liberté prononcée;

b) s'il a été procédé à l'arrestation en application du paragraphe 2 de l'article 32 et si l'Etat requis n'a pas reçu dans les 18 jours à partir de la date de l'arrestation la demande accompagnée des pièces visées à l'article 16.

Article 34

1. La personne détenue dans l'Etat requis en vertu de l'article 32 et citée à comparaître à l'audience du tribunal compétent dans l'Etat requérant conformément à l'article 25, à la suite de l'opposition qu'elle a faite, est transférée à cette fin sur le territoire de cet Etat.

2. La détention de la personne transférée n'est pas maintenue par l'Etat requérant dans les cas visés au paragraphe 2 *a*) de l'article 33 ou si l'Etat requérant ne demande pas l'exécution de la nouvelle condamnation. La personne transférée est renvoyée dans le plus bref délai dans l'Etat requis, sauf si elle est mise en liberté.

Article 35

1. Une personne citée devant un tribunal compétent de l'Etat requérant à la suite de l'opposition qu'elle a faite ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle pour un fait quelconque antérieur à son départ du territoire de l'Etat requis et non visé par la citation, sauf si cette personne y consent expressément par écrit. Dans le cas prévu au paragraphe 1 de l'article 34, une copie de la déclaration de consentement sera transmise à l'Etat d'où la personne a été transférée.

2. Les effets prévus au paragraphe précédent cessent lorsque la personne citée, ayant eu la possibilité de le faire, n'a pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans les 15 jours après la date de la décision qui a suivi l'audience à laquelle elle a comparu ou si elle y est retournée sans être citée à nouveau après l'avoir quitté.

Article 36

1. Lorsque l'Etat requérant a demandé l'exécution d'une confiscation, l'Etat requis peut procéder à la saisie provisoire si sa loi prévoit la saisie pour des faits analogues.

2. La saisie est régie par la loi de l'Etat requis et celle-ci détermine également les conditions dans lesquelles la saisie peut être levée.

Section 5

Exécution des sanctions

a) *Clauses générales*

Article 37

L'exécution d'une sanction prononcée dans l'Etat requérant ne peut avoir lieu dans l'Etat requis qu'en vertu d'une décision du juge de cet Etat. Tout Etat Contractant peut toutefois charger d'autres autorités de prendre de telles décisions s'il s'agit seulement de l'exécution d'une amende ou d'une confiscation et si une voie de recours judiciaire est prévue contre ces décisions.

Article 38

L'affaire est portée devant le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 si l'Etat requis estime qu'il y a lieu de donner suite à la demande d'exécution.

Article 39

1. Avant de prendre une décision sur la demande d'exécution, le juge donne au condamné la possibilité de faire valoir son point de vue. Si le condamné le demande, il est entendu soit par commission rogatoire, soit en personne devant le juge. L'audition en personne est ordonnée sur demande expresse du condamné.

2. Toutefois, le juge peut, si le condamné qui a demandé à comparaître en personne est détenu dans l'Etat requérant, se prononcer, en son absence, sur l'acceptation de la demande d'exécution. Dans ce cas, la décision concernant la substitution de la sanction, visée par l'article 44, est ajournée jusqu'à ce que le condamné, à la suite de son transfert dans l'Etat requis, ait la possibilité de comparaître devant le juge.

Article 40

1. Le juge saisi de l'affaire ou dans les cas prévus à l'article 37, l'autorité désignée en vertu du même article s'assure:

a) que la sanction dont l'exécution est demandée a été infligée par un jugement répressif européen;

b) que les conditions prévues à l'article 4 sont remplies;

c) que la condition prévue à l'alinéa *a*) de l'article 6 n'est pas remplie ou qu'elle ne s'oppose pas à l'exécution;

d) que l'exécution ne se heurte pas à l'article 7;

e) qu'au cas d'une condamnation par défaut ou d'une ordonnance pénale, il est satisfait aux conditions mentionnées à la section 3 de ce titre.

2. Tout Etat Contractant est libre de charger le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 de l'examen d'autres conditions de l'exécution prévues par la présente Convention.

Article 41

Une voie de recours doit être prévue contre les décisions judiciaires prises en vertu de la présente section vue de l'exécution demandée ou celles prises sur recours contre une décision de l'autorité administrative désignée en vertu de l'article 37.

Article 42

L'Etat requis est lié par la constatation des faits dans la mesure où ceux-ci sont exposés dans la décision ou dans la mesure où celle-ci se fonde implicitement sur eux.

b) *Clauses particulières à l'exécution des sanctions privatives de liberté*

Article 43

Si le condamné est détenu dans l'Etat requérant, il doit, sauf dispositions contraires de la loi de cet Etat, être transféré dans l'Etat requis dès que l'Etat requérant a été informé de l'acceptation de la demande d'exécution.

Article 44

1. Lorsque la demande d'exécution est accueillie, le juge substitue à la sanction privative de liberté prononcée dans l'Etat requérant une sanction prévue par sa propre loi pour le même fait. Cette sanction peut, dans les limites indiquées dans le paragraphe 2, être d'une autre nature ou durée que celle prononcée dans l'Etat requérant. Si cette dernière sanction est inférieure au minimum que la loi de l'Etat requis permet de prononcer, le juge n'est pas lié par ce minimum et applique une sanction correspondant à la sanction prononcée dans l'Etat requérant.

2. Lorsqu'il établit la sanction, le juge ne peut aggraver la situation pénale du condamné résultant de la décision rendue dans l'Etat requérant.

3. Toute partie de la sanction prononcée dans l'Etat requérant et toute période de détention provisoire, subies par le condamné après la condamnation, sont imputées intégralement. Il en est de même en ce qui concerne la détention préventive subie par le condamné dans l'Etat requérant avant sa condamnation pour autant que cette obligation découle de la loi de cet Etat.

4. Tout Etat Contractant peut, à tout moment, déposer auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une déclaration qui lui confère, en vertu de la présente Convention, le droit d'exécuter une sanction privative de liberté de même nature que celle prononcée dans l'Etat requérant, même si la durée de celle-ci dépasse le maximum prévu par sa loi nationale pour une sanction de cette nature. Toutefois, cette règle ne peut être appliquée que dans les cas où la loi nationale de cet Etat permet de prononcer pour le même fait une sanction qui a au moins la même durée que celle prononcée dans l'Etat requérant, mais qui est de nature plus sévère. La sanction appliquée conformément au présent paragraphe peut, si sa durée et sa finalité l'exigent, être exécutée dans un établissement pénitentiaire destiné à l'exécution de sanctions d'une autre nature.

c) *Clauses particulières à l'exécution des amendes ou des confiscations*

Article 45

1. Lorsque la demande d'exécution d'une amende ou d'une confiscation d'une somme d'argent est accueillie, le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 en convertit le montant en unités monétaires de l'Etat requis, en appliquant le taux de change en vigueur au moment où la décision est prise. Il détermine ainsi le montant de l'amende ou de la somme à confisquer sans pouvoir toutefois dépasser le maximum fixé par la loi de cet Etat pour le même fait, ou à défaut de maximum légal, le maximum du montant habituellement prononcé dans cet Etat pour un tel fait.

2. Toutefois, le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 est libre de maintenir à concurrence du montant prononcé dans l'Etat requérant la condamnation à l'amende ou à la confiscation lorsque cette sanction n'est pas prévue par la loi de l'Etat requis pour le même fait, mais que celle-ci permet de prononcer des sanctions plus graves. Il en est de même lorsque la sanction prononcée par l'Etat requérant dépasse le taux prévu par la loi de l'Etat requis pour le même fait, mais que celle-ci permet de prononcer des sanctions plus graves.

3. Toutes facilités de paiement ayant trait, soit au délai, soit à l'échelonnement des versements, accordées par l'Etat requérant seront respectées par l'Etat requis.

Article 46

1. Lorsque la demande d'exécution vise la confiscation d'un objet déterminé, le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 ne peut ordonner la confiscation de cet objet que dans le cas où celle-ci est autorisée par la loi de l'Etat requis pour le même fait.

2. Toutefois, le juge ou l'autorité désignée en vertu de l'article 37 est libre de maintenir la confiscation prononcée dans l'Etat requérant lorsque cette sanction n'est pas prévue dans la loi de l'Etat requis pour le même fait, mais que celle-ci permet de prononcer des sanctions plus graves.

Article 47

1. Le produit des amendes et des confiscations revient au trésor de l'Etat requis, sans préjudice des droits des tiers.

2. Des objets confisqués qui représentent un intérêt particulier peuvent être remis à l'Etat requérant à sa demande.

Article 48

Lorsque l'exécution d'une amende s'avère impossible, une sanction substitutive privative de liberté peut être appliquée par un juge de l'Etat requis si la loi des deux Etats le prévoit en pareil cas, à moins que l'Etat requérant n'ait expressément limité sa demande à l'exécution de la seule

amende. Si le juge décide d'imposer une sanction substitutive privative de liberté, les règles suivantes s'appliquent:

a) Lorsque la conversion de l'amende en une sanction privative de liberté est déjà prescrite dans la condamnation rendue dans l'Etat requérant ou directement dans la loi de cet Etat, le juge de l'Etat requis en fixe le genre et la durée d'après les règles prévues par sa loi. Si la sanction privative de liberté déjà prescrite dans l'Etat requérant est inférieure au minimum que la loi de l'Etat requis permet de prononcer, le juge n'est pas lié par ce minimum et applique une sanction correspondante à la sanction prescrite dans l'Etat requérant. Lorsqu'il établit la sanction, le juge ne peut aggraver la situation pénale du condamné résultant de la décision rendue dans l'Etat requérant.

b) Dans les autres cas, le juge de l'Etat requis procède à la conversion selon sa propre loi en respectant les limites prévues par la loi de l'Etat requérant.

d) *Clauses particulières à l'exécution des déchéances*

Article 49

1. Lorsqu'une demande d'exécution d'une déchéance est formulée, il ne peut être donné effet à la déchéance prononcée dans l'Etat requérant que si la loi de l'Etat requis permet de prononcer la déchéance pour une telle infraction.

2. Le juge saisi de l'affaire apprécie l'opportunité d'exécuter la déchéance sur le territoire de son pays.

Article 50

1. Si le juge ordonne l'exécution de la déchéance, il en détermine la durée dans les limites prescrites par sa propre législation sans pouvoir dépasser celles qui sont fixées par le jugement répressif rendu dans l'Etat requérant.

2. Le juge peut limiter la déchéance à une partie des droits dont la privation ou la suspension est prononcée.

Article 51

L'article 11 n'est pas applicable aux déchéances.

Article 52

L'Etat requis a le droit de rétablir le condamné dans les droits dont il a été déchu en vertu d'une décision prise en application de la présente section.

TITRE III

EFFETS INTERNATIONAUX DES JUGEMENTS RÉPRESSIFS EUROPÉENS

SECTION 1

NE BIS IN IDEM

Article 53

1. Une personne qui a fait l'objet d'un jugement répressif européen ne peut, pour le même fait, être poursuivie, condamnée ou soumise à l'exécution d'une sanction dans un autre Etat Contractant:

a) lorsqu'elle a été acquittée;

b) lorsque la sanction infligée:

i) a été entièrement subie ou est en cours d'exécution, ou

ii) a fait l'objet d'une grâce ou d'une amnistie portant sur la totalité de la sanction ou sur la partie non exécutée de celle-ci, ou

iii) ne peut plus être exécutée en raison de la prescription;

c) lorsque le juge a constaté la culpabilité de l'auteur de l'infraction sans prononcer de sanction.

2. Toutefois un Etat Contractant n'est pas obligé, à moins qu'il n'ait lui-même demandé la poursuite de reconnaître l'effet « ne bis in idem » si le fait qui a donné lieu au jugement a été commis contre une personne, une institution, ou un bien, qui a un caractère public dans cet Etat, ou si la personne qui a fait l'objet du jugement avait elle-même un caractère public dans cet Etat.

3. En outre, tout Etat Contractant dans lequel le fait a été commis ou est considéré comme tel selon la loi de cet Etat n'est pas obligé de reconnaître l'effet « ne bis in idem », à moins qu'il n'ait lui-même demandé la poursuite.

Article 54

Si une nouvelle poursuite est intentée contre une personne jugée pour le même fait dans un autre Etat Contractant, toute période de privation de liberté subie en exécution du jugement doit être déduite de la sanction qui sera éventuellement prononcée.

Article 55

La presente section ne fait pas obstacle à l'application des dispositions nationales plus larges concernant l'effet « ne bis in idem » attaché aux decisions judiciaires prononcees à l'étranger.

SECTION 2

PRISE EN CONSIDÉRATION

Article 56

Tout Etat Contractant prend les mesures législatives qu'il estime appropriées afin de permettre à ses tribunaux, lors du prononcé d'un jugement, de prendre en considération tout jugement répressif européen contradictoire rendu antérieurement en raison d'une autre infraction en vue que s'attache à celui-ci tout ou partie des effets que sa loi prévoit pour les jugements rendus sur son territoire. Il détermine les conditions dans lesquelles ce jugement est pris en considération.

Article 57

Tout Etat Contractant prend les mesures législatives qu'il estime appropriées en vue de permettre la prise en considération de tout jugement répressif européen contradictoire aux fins de rendre applicable tout ou partie des déchéances attachées par sa loi aux jugements rendus sur son territoire. Il détermine les conditions dans lesquelles ce jugement est pris en considération.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 58

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 59

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Membres du Conseil ayant ratifié la Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 60

1. Tout Etat Contractant peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat Contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 66 de la présente Convention.

Article 61

1. Tout Etat Contractant peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer faire usage de l'une ou plusieurs réserves figurant à l'Annexe I de la présente Convention.

2. Tout Etat Contractant peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. L'Etat Contractant qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par un autre Etat; toutefois, il peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où il l'a acceptée.

Article 62

1. Tout Etat Contractant peut à tout moment, indiquer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, les dispositions légales à inclure dans les Annexes II ou III de la présente Convention.

2. Toute modification des dispositions nationales mentionnées dans les Annexes II ou III doit être notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe si elle rend inexacte l'information donnée par ces Annexes.

3. Les modifications apportées aux Annexes II ou III en application des paragraphes précédents prennent effet pour chaque Etat Contractant, un mois après la date de leur notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 63

1. Tout Etat Contractant doit, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, fournir au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toutes informations utiles concernant les sanctions applicables dans cet Etat et l'exécution de celles-ci en vue de l'application de la présente Convention.

2. Toute modification ultérieure qui rend inexactes les informations fournies en vertu du paragraphe précédent doit également être communiquée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 64

1. La présente Convention ne porte atteinte ni aux droits et obligations découlant des traités d'extradition et des Conventions internationales multilatérales concernant des matières spéciales, ni aux dispositions qui concernent les matières qui font l'ojet de la présente Convention et qui sont contenues dans d'autres Conventions existant entre Etats Contractants.

2. Les Etats Contractants ne pourront conclure entre eux des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention que pour compléter les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qui y sont contenus.

3. Toutefois, si deux ou plusieurs Etats Contractants ont établi ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier, ils auront la faculté de régler leurs rapports mutuels en la matière en se basant exclusivement sur ces systèmes nonobstant les dispositions de la présente Convention.

4. Les Etats Contractants qui viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent adresseront à cet effet une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 65

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution de la présente Convention et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.

Article 66

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat Contractant pourra, en ce qui le concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 67

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) toute signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 58;

d) toute déclaration reçue en application du paragraphe 2 de l'article 19;

e) toute déclaration reçue en application du paragraphe 4 de l'article 44;

f) toute déclaration reçue en application de l'article 60;

g) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1er de l'article 61 ou retrait d'une telle réserve;

h) toute déclaration reçue en application du paragraphe 1er de l'article 62 et toute notification ultérieure reçue en application du paragraphe 2 de cet article;

i) toute information reçue en application du paragraphe 1er de l'article 63 et toute notification ultérieure reçue en application du paragraphe 2 de cet article;

j) toute notification relative aux accords bilatéraux ou multilatéraux conclus en application du paragraphe 2 de l'article 64 ou relative à une législation uniforme introduite en application du paragraphe 3 de l'article 64;

k) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 66 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

Article 68

La présente Convention et les déclarations et notifications qu'elle autorise ne s'appliqueront qu'à l'exécution des décisions intervenues postérieurement à son entrée en vigueur entre les Etats Contractants intéressés.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 28 mai 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

BRODA

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

W. VAN CAUWENBERG

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

KNUD THESTRUP

Pour le Gouvernement de la République française :

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :

GERHARD JAHN

Pour le Gouvernement de la République islandaise :

Pour le Gouvernement d'Irlande :

Pour le Gouvernement de la République italienne :

CARLO ENRICO GIGLIOLI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

Pour le Gouvernement de Malte :

Pour le Gouvernement du Royaume de Pays-Bas :

C. H. F. POLAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

ELISABETH SCHWEIGAARD SELMER

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

K. G. LAGERFELT

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :

Pour le Gouvernement de la République turque :

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

ANNEXE I

Chacun des Etats Contractants peut déclarer qu'il se réserve le droit:

a) de refuser l'exécution s'il estime que la condamnation concerne une infraction d'ordre fiscal ou religieux;

b) de refuser l'exécution d'une sanction prononcée en raison d'un fait qui, conformément à sa loi, aurait été de la compétence exclusive d'une autorité administrative;

c) de refuser l'exécution d'un jugement répressif européen rendu par les autorités de l'Etat requérant à une date où l'action pénale pour l'infraction qui y a été sanctionnée, aurait été couverte par la prescription selon sa propre loi;

d) de refuser l'exécution des jugements par défaut et des ordonnances pénales ou d'une de ces catégories de décisions seulement;

e) de refuser l'application des dispositions de l'article 8 dans les cas où il a une compétence originaire et de ne reconnaître, dans ces cas, que l'équivalence des actes accomplis dans l'Etat requérant et qui ont un effet interruptif ou suspensif de prescription;

f) d'accepter l'application du Titre III seulement en ce qui concerne l'une de ses deux sections.

ANNEXE II

LISTE D'INFRACTIONS AUTRES QUE LES INFRACTIONS PÉNALES

Aux infractions réprimées par la loi pénale doit être assimilé:

— *en France :* Tout comportement illégal sanctionné par une contravention de grande voirie.

— *en République Fédérale d'Allemagne :* Tout comportement illégal pour lequel est prévue la procédure instaurée par la loi sur les violations de prescriptions d'ordre (Gesetz über Ordnungswidrigkeiten) du 24 mai 1968 (BGBL 1968, I 481).

— *en Italie :* Tout comportement illégal auquel est applicable la loi n° 317 du 3 mars 1967.

ANNEXE III

LISTE DES « ORDONNANCES PÉNALES »

AUTRICHE

Strafverfügung (Articles 460-62 du Code de Procédure Pénale).

DANEMARK

Bodeforelaeg ou *Udenretlig bodevedtagelse* (Article 931 de la loi sur l'administration de la justice).

FRANCE

1. *Amende de composition* (Articles 524-528 du Code de Procédure Pénale et les Articles R 42 - R 50).

2. *Ordonnance pénale* appliquée uniquement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1. *Strafbefehl* (Articles 407-412 du Code de Procédure Pénale).
2. *Strafverfügung* (Article 413 du Code de Procédure Pénale).
3. *Bussgeldbescheid* (Articles 65-66 de la loi du 24 mai 1968 - BGBL 1968 I, 481).

ITALIE

1. *Decreto penale* (Articles 506-10 du Code de Procédure Pénale).
2. *Decreto penale* en matière fiscale (loi du 7 janvier 1929, n° 4).
3. *Decreto penale* en matière de navigation (Articles 1242-43 du Code sur la Navigation).
4. Décision prononcée en vertu de la loi n° 317 du 3 mars 1967.

LUXEMBOURG

1. *Ordonnance pénale* (loi du 31 juillet 1924 concernant l'organisation des ordonnances pénales).

2. *Ordonnance pénale* (Article 16 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques).

NORVEGE

1. *Forelegg* (Articles 287-290 de la loi sur la procédure judiciaire en matière pénale).
2. *Forenklet forelegg* (Article 31 B du Code Routier du 18 juin 1965).

SUEDE

1. *Strafföreläggande* (Chapitre 48 du Code de Procédure).
2. *Föreläggande av ordningsbot* (Chapitre 48 du Code de Procédure).

SUISSE

1. *Strafbefehl* (Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Schaffhouse, Schwyz, Uri, Zug, Zurich).
   Ordonnance pénale (Fribourg, Valais).
2. *Strafantrag* (Unterwalden-le-Bas).
3. *Strafbescheid* (Saint-Gall).
4. *Strafmandat* (Berne, Grisons, Soleure, Unterwalden-le-Haut).
5. *Strafverfügung* (Appenzell Rhodes Extérieures, Glaris, Schaffhouse, Thurgovie).
6. *Abwandlungserkenntnis* (Lucerne).
7. *Bussenentscheid* (Appenzell Rhodes Intérieures).
8. *Ordonnance de condamnation* (Vaud).
9. *Mandat de répression* (Neuchâtel).
10. *Avis de contravention* (Genève, Vaud).
11. *Prononcé préfectoral* (Vaud).
12. *Prononcé de contravention* (Valais).
13. *Decreto di accusa* (Tessin).

TURQUIE

Ceza Kararnamesi (Articles 386-91 du Code de Procédure Pénale) et toutes les décisions par lesquelles les autorités administratives prononcent des peines.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri:*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE EUROPEA SULLA VALIDITÀ INTERNAZIONALE DEI GIUDIZI REPRESSIVI

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che la lotta contro la criminalità, che sta divenendo sempre più un problema di portata internazionale, rende necessario il ricorso a metodi moderni ed efficaci su scala internazionale;

Convinti della necessità di perseguire una politica generale comune che miri alla protezione della società;

Consapevoli della necessità di rispettare la dignità umana a favorire la riabilitazione dei colpevoli;

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è quello di raggiungere una più vasta unione tra i suoi membri;

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

DEFINIZIONI

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione:

a) « sentenza penale europea » significa qualsiasi decisione definitiva pronunciata da un Tribunale penale di uno Stato Contratente a seguito di un procedimento penale;

b) « reato » comprende, oltre agli atti contemplati dal codice penale, quelli considerati ai sensi delle disposizioni legali elencate nell'Allegato II alla presente Convenzione, a condizione che, qualora tali disposizioni attribuiscono la competenza ad un'autorità amministrativa, alla persona interessata venga data l'opportunità di sottoporre il caso al giudizio di un tribunale;

c) « condanna » significa l'imposizione di una pena;

d) « pena » significa qualsiasi pena o altro provvedimento espressamente imposto ad una persona, a seguito di un reato, in una sentenza penale europea o in un'ordinanza penale;

e) « decadenza » significa qualsiasi privazione o sospensione di un diritto, ogni interdizione o incapacità;

f) « condanna in contumacia » significa qualsiasi decisione considerata come tale ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 21;

g) « ordinanza penale » significa una qualsiasi delle decisioni pronunciate in un altro Stato Contraente ed elencate nell'Allegato III alla presente Convenzione.

PARTE II

ESECUZIONE DELLE SENTENZE PENALI EUROPEE

SEZIONE 1

DISPOSIZIONI GENERALI

a) *Condizioni generali di esecuzione*

Articolo 2

La presente parte si applica a:

a) pene che comportano la privazione della libertà;
b) ammende o confische;
c) decadenza di diritti.

Articolo 3

1. Uno Stato Contraente avrà — in quei casi e a quelle condizioni stabilite nella presente Convenzione — la competenza di applicare una pena imposta in un altro Stato Contraente e che sia applicabile in quest'ultimo.

2. Questa competenza può essere esercitata solo su richiesta da parte dell'altro Stato Contraente.

Articolo 4

1. Un altro Stato Contraente non applicherà la pena salvo nel caso in cui, ai sensi della sua legislazione, l'atto, a seguito del quale è stata imposta la pena, sia considerato un reato, se commesso sul suo territorio, e la persona, cui è stata imposta la pena, sia soggetta a pena se l'atto fosse stato commesso sul suo territorio.

2. Qualora la sentenza si riferisca a due o più reati, non tutti in grado di soddisfare i requisiti di cui al paragrafo 1, lo Stato che emana la sentenza dovrà specificare quali pene si applicano a reati che soddisfino tali requisiti.

Articolo 5

Lo Stato che emana la sentenza può chiedere ad un altro Stato Contraente di applicare la pena solo se una, o più, delle seguenti condizioni sono soddisfatte:

a) se la persona condannata ha la sua residenza abituale nell'altro Stato;

b) se l'applicazione della pena nell'altro Stato è suscettibile di migliorare le prospettive di riabilitazione sociale della persona condannata;

c) se, nel caso di pena privativa della libertà, la pena possa essere applicata a seguito dell'applicazione di un'altra pena privativa della libertà che la persona condannata subisce o deve subire nell'altro Stato;

d) se l'altro Stato è lo Stato di origine della persona condannata e si è dichiarato disposto ad assumersi la responsabilità dell'esecuzione di tale pena;

e) se esso ritiene di non poter esso stesso procedere all'esecuzione della pena, anche ricorrendo alla estradizione, e che lo possa l'altro Stato.

Articolo 6

L'esecuzione richiesta, in conformità alle disposizioni che precedono, non può essere rifiutata, in parte o interamente, salvo nel caso in cui:

a) l'esecuzione sia contraria ai principi fondamentali del sistema giuridico dello Stato richiesto;

b) lo Stato richiesto consideri il reato per il quale è stata pronunciata la condanna come avente natura politica o puramente militare;

c) lo Stato richiesto ritenga vi siano fondati motivi per credere che la condanna sia stata provocata o aggravata da considerazioni di razza, religione, nazionalità o di opinioni politiche;

d) l'esecuzione sia contraria agli impegni internazionali dello Stato richiesto;

e) l'atto sia già oggetto di procedimento nello Stato richiesto o se lo Stato richiesto decide di istruire un processo per lo stesso atto;

f) le autorità competenti dello Stato richiesto abbiano deciso di non avviare il procedimento per lo stesso atto, o di annullarlo se è già in corso;

g) l'atto sia stato commesso al di fuori del territorio dello Stato richiedente;

h) lo Stato richiesto non sia in grado di eseguire la condanna;

i) la richiesta si basi sull'articolo 5 *e*) e non soddisfi nessuna delle altre condizioni specificate in quell'articolo;

j) lo Stato richiesto ritenga che lo Stato richiedente sia in grado di eseguire esso stesso la condanna;

k) l'età della persona condannata, al tempo del reato, sia stata tale da non permetterne il processo nello Stato richiesto;

l) la pena non possa essere applicata perché, ai sensi della legislazione dello Stato richiesto, caduta in prescrizione;

m) nel caso e nella misura in cui tale condanna imponga una decadenza di diritti.

Articolo 7

Una richiesta di esecuzione non verrà eseguita, qualora la sua eseduzione fosse contraria ai principi riconosciuti nelle disposizioni della sezione 1 della Parte III della presente Convenzione.

b) *Effetti del trasferimento dell'esecuzione*

Articolo 8

Ai fini dell'articolo 6, paragrafo 1 e della riserva citata nel punto *c*) dell'Allegato I alla presente Convenzione, qualsiasi atto che interrompa o sospenda la prescrizione, attuato in modo valido dalle autorità dello Stato che ha emanato la sentenza, sarà considerato dallo Stato richiesto come se avesse prodotto lo stesso effetto ai fini del computo della prescrizione secondo le proprie leggi.

Articolo 9

1. Una persona condannata, detenuta nello Stato richiedente, che sia stata trasferita nello Stato richiesto al fine dell'esecuzione della condanna non sarà processata, condannata o detenuta allo scopo di eseguire una condanna o un ordine di detenzione relativi a qualsiasi reato commesso precedentemente al suo trasferimento, se non per il reato per il quale è stata imposta la condanna

da eseguirsi, nè può, per qualsiasi altro motivo, subire limitazioni della sua libertà personale, salvo che nei seguenti casi:

a) se lo Stato che lo ha trasferito vi consente. Una richiesta di consenso dovrà essere all'uopo presentata, corredata di tutti i documenti pertinenti e di un verbale processuale di qualsiasi dichiarazione resa dalla persona detenuta riguardo al reato in questione. Il consenso verrà dato quando il reato per cui è richiesto è di per sè soggetto ad estradizione ai sensi della legislazione dello Stato che richiede l'esecuzione o quando l'estradizione sarebbe esclusa solo a motivo della consistenza della pena;

b) se la persona condannata, avendo avuto la possibilità di lasciare il territorio dello Stato in cui è stata trasferita, non lo abbia fatto entro 45 giorni dalla fine della sua detenzione, o se ha fatto ritorno in quel territorio dopo averlo lasciato.

2. Lo Stato richiesto dell'esecuzione della condanna può, tuttavia, adottare qualsiasi misura necessaria per trasferire la persona dal suo territorio, o qualsiasi misura necessaria in base alle sue leggi, ivi incluso un processo in contumacia, per evitare qualsiasi effetto legale di prescrizione.

Articolo 10

1. L'esecuzione sarà regolata dalle leggi dello Stato richiesto e tale Stato sarà competente a prendere tutte le decisioni adeguate, quali quelle relative alla libertà condizionale.

2. Soltanto lo Stato richiedente avrà il diritto di decidere in merito a qualsiasi domanda di revisione della condanna.

3. Entrambi gli Stati possono esercitare il diritto di amnistia o di grazia.

Articolo 11

1. Dal momento in cui lo Stato che ha emanato la sentenza ne ha chiesto l'esecuzione non può più dare avvio, esso stesso, all'esecuzione della condanna che sia oggetto di tale richiesta. Lo Stato che ha emanato la stentenza può, tuttavia, dare avvio all'esecuzione di una condanna che comporti la privazione della libertà, qualora la persona condannata sia già detenuta nel territorio di tale Stato al momento della presentazione della richiesta.

2. Il diritto di esecuzione verrà riattribuito allo Stato richiedente:

a) se esso ritira la sua richiesta prima che lo Stato richiesto lo abbia informato circa la sua intenzione di intraprendere una azione relativamente alla richiesta;

b) se lo Stato richiesto notifica un rifiuto di dar corso alla richiesta;

c) se lo Stato richiesto rinuncia espressamente al suo diritto di dare esecuzione. Tale rinuncia sarà possibile solo se entrambi gli Stati interessati ne convengono, o se non è più possibile l'esecuzione nello Stato richiesto. In quest'ultimo caso, una rinuncia fatta dallo Stato richiesto sarà vincolante.

Articolo 12

1. Le competenti autorità dello Stato richiesto cesseranno l'esecuzione non appena vengano a conoscenza di qualsiasi grazia, amnistia o domanda di revisione della sentenza, o di qualsiasi altra decisione in forza di cui la pena cessa di essere eseguibile. Lo stesso dicasi rispetto all'esecuzione di una ammenda quando la persona condannata l'abbia pagata all'autorità competente dello Stato richiedente.

2. Lo Stato richiedente dovrà, senza indugio, informare lo Stato richiesto circa qualsiasi decisione o atto procedurale adottati nel suo territorio che provochino la decadenza dell'esecuzione, in conformità con quanto previsto al paragrafo che precede.

c) *Disposizioni varie*

Articolo 13

1. Il transito attraverso il territorio di uno Stato Contraente di una persona detenuta, che debba essere trasferita in un terzo Stato Contraente in applicazione della presente Convenzione, verrà concesso su richiesta dello Stato in cui la persona è detenuta. Lo Stato di transito può chiedere che gli venga fornito qualsiasi documento appropriato prima di prendere una decisione in merito alla richiesta. La persona che dovrà essere trasferita resterà in custodia nel territorio dello Stato di transito, salvo che lo Stato da cui viene trasferita non ne richieda il rilascio.

2. Ad eccezione dei casi in cui il trasferimento viene richiesto in base all'articolo 34, qualsiasi Stato Contraente può rifiutare il transito:

a) in base ai motivi citati all'articolo 6 *b*) e *c*);
b) in base al fatto che la persona di cui trattasi è un suo cittadino.

3. Se si ricorre al trasporto aereo, si applicheranno le seguenti disposizioni:
a) ove non sia previsto un atterraggio, lo Stato da cui la persona deve essere trasferita può notificare allo Stato, il cui territorio verrà sorvolato, che la persona di cui trattasi viene trasferita in applicazione della presente Convenzione. Nel caso di un atterraggio imprevisto, tale notifica avrà l'effetto di una richiesta di arresto provvisorio come disposto nell'articolo 32, paragrafo 2, e dovrà essere presentata una richiesta formale di transito;
b) ove sia previsto un atterraggio, verrà presentata una richiesta formale di transito.

Articolo 14

Gli Stati Contraenti rinunceranno a chiedersi reciprocamente il rimborso di qualsiasi spesa derivante dall'applicazione della presente Convenzione.

SEZIONE 2

RICHIESTE DI ESECUZIONE

Articolo 15

1. Tutte le richieste specificate nella presente Convenzione dovranno essere presentate per iscritto. Queste, e tutte le comunicazioni necessarie per l'applicazione della presente Convenzione, dovranno essere inviate o da parte del Ministero della Giustizia dello Stato richiedente al Ministero della Giustizia dello Stato richiesto; oppure, ove gli Stati Contraenti lo concordino, direttamente da parte delle autorità dello Stato richiedente alle autorità dello Stato richiesto. Esse saranno restituite attraverso lo stesso canale.

2. Nei casi urgenti, le richieste e le comunicazioni possono essere inviate attraverso l'Organizzazione Internazionale di Polizia Criminale (INTERPOL).

3. Qualsiasi Stato Contraente può, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, notificare la sua intenzione di adottare altre regole rispetto alle comunicazioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 16

La richiesta di esecuzione sarà corredata dell'originale, o di copia autenticata, della decisione di cui viene chiesta l'esecuzione e di tutti gli altri documenti necessari. L'originale, o la copia autenticata, di tutto o parte del fascicolo processuale verrà inviata allo Stato richiesto, su sua domanda. L'autorità competente dello Stato richiedente dovrà certificare la pena eseguibile.

Articolo 17

Qualora lo Stato richiesto consideri che le informazioni fornitegli dallo Stato richiedente non siano adeguate per permettergli di applicare la presente Convenzione, esso richiederà le ulteriori informazioni necessarie. Esso può anche fissare un termine per il ricevimento di tali informazioni.

Articolo 18

1. Le autorità dello Stato richiesto informeranno senza indugio le autorità dello Stato richiedente di aver dato corso alla richiesta di esecuzione.

2. Le autorità dello Stato richiesto dovranno, qualora fosse opportuno, trasmettere a quelle dello Stato richiedente un documento che certifichi che la pena è stata eseguita.

Articolo 19

1. Subordinatamente a quanto disposto al paragrafo 2 del presente articolo, non verrà richiesta alcuna traduzione delle richieste né dei documenti che le accompagnino.

2. Qualsiasi Stato Contraente può, al momento della firma o del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione o adesione, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, riservarsi il diritto di chiedere che le richieste e i documenti ad esse inerenti siano accompagnati da una traduzione nella sua propria lingua o in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa, o in quella lingua che esso stesso indicherà. Gli altri Stati Contraenti possono invocare la reciprocità.

3. Il presente articolo non comporterà alcun pregiudizio alle disposizioni concernenti la traduzione delle richieste e dei documenti ad esse inerenti che possono essere contenute in accordi o intese attualmente in vigore o che possano essere conclusi tra due o più Stati Contraenti.

Articolo 20

Le prove e i documenti trasmessi, in applicazione della presente Convenzione, non hanno bisogno di essere autenticati.

SEZIONE 3

CONDANNE IN CONTUMACIA E ORDINANZE PENALI

Articolo 21

1. Salvo che sia diversamente disposto nella presente Convenzione, l'esecuzione di condanne in contumacia e di ordinanze penali sarà soggetta alle stesse norme di esecuzione delle altre sentenze.

2. Salvo per quanto disposto al paragrafo 3, una condanna in contumacia, ai fini della presente Convenzione, significa qualsiasi sentenza emanata da un tribunale in uno degli Stati Contraenti a seguito di un procedimento penale durante le cui udienze la persona condannata non era presente.

3. Senza alcun pregiudizio per quanto disposto agli articoli 25, paragrafo 2, 26 paragrafo 2 e 29, le seguenti sentenze verranno considerate emanate avendo ascoltato l'imputato;

a) qualsiasi condanna in contumacia e qualsiasi ordinanza penale che siano state confermate o pronunciate nello Stato che ha emanato la sentenza a seguito dell'opposizione della persona condannata;

b) qualsiasi condanna in contumacia emessa in appello, a condizione che l'appello contro la sentenza del tribunale di prima istanza sia stato presentato dalla persona condannata.

Articolo 22

Ogni condanna in contumacia e ogni ordinanza penale che non siano ancora stati oggetto di appello o d'opposizione possono, non appena siano state pronunciate, essere trasmesse allo Stato richiesto al fine di notifica ed eventuale esecuzione.

Articolo 23

1. Qualora lo Stato richiesto ritenga opportuno intraprendere un'azione in merito alla richiesta per eseguire una ordinanza in contumacia o un'ordinanza penale, occorrerà notificare personalmente la persona condannata della decisione pronunciata nello Stato richiedente.

2. L'atto di notifica della persona condannata dovrà anche contenere le seguenti informazioni:

a) che è stata presentata una richiesta d'esecuzione in conformità alla presente Convenzione;

b) che la sola strada cui potrà far ricorso è un'opposizione, come previsto all'articolo 24 della presente Convenzione;

c) che l'opposizione deve essere inoltrata a quell'autorità che sarà specificata, e che tale opposizione, al fine di poter essere accettata, dovrà conformarsi alle disposizioni dell'articolo 24 della presente Convenzione, e che la persona condannata può chiedere di essere ascoltata dalle autorità dello Stato che ha emanato la sentenza;

d) che, ove non venisse inoltrata alcuna opposizione entro i termini stabiliti, la sentenza, al fine della completa applicazione della presente Convenzione, verrà considerata come emanata dopo aver ascoltato l'imputato.

3. Una copia della notifica dovrà essere inviata immediatamente all'autorità che ne ha richiesto l'esecuzione.

Articolo 24

1. Dopo che sia stata notificata la denuncia, in conformità all'articolo 23, la sola strada cui potrà far ricorso la persona condannata sarà l'opposizione. Tale opposizione verrà esaminata, a scelta della persona condannata, o dal tribunale competente nello Stato richiedente o da quello nello Stato richiesto. Qualora la persona condannata non esprima alcuna scelta, l'oopposizione verrà esaminata dal tribunale competente nello Stato richiesto.

2. Per i casi specificati al paragrafo precedente, l'opposizione verrà accolta, se inoltrata all'autorità competente dello Stato richiesto, entro 30 giorni dalla data in cui è stata redatta la notifica. Questo periodo verrà calcolato in conformità alle pertinenti norme della legislazione dello

Stato richiesto. L'autorità competente di tale Stato dovrà notificare senza indugi all'autorità che ha presentato la richiesta di esecuzione.

Articolo 25

1. Se l'opposizione è esaminata nello Stato richiedente, la persona verrà chiamata a comparire in tale Stato nel nuovo dibattimento del caso. Il mandato di comparizione dovrà esserle recapitato almeno 21 giorni prima della data della nuova udienza. Tale periodo può essere ridotto con consenso della persona condannata. Il nuovo dibattimento verrà tenuto presso il tribunale competente nello Stato richiedente e in conformità alla procedura di tale Stato.

2. Se la persona condannata non dovesse comparire o non fosse rappresentata, in conformità con le leggi dello Stato richiedente, il tribunale dichiarerà l'opposizione nulla e priva di effetti e la sua decisione sarà comunicata all'autorità competente dello Stato richiesto. La stessa procedura verrà seguita nel caso in cui il tribunale respingesse l'opposizione. In entrambi i casi, la condanna in contumacia e l'ordinanza penale verranno considerate, ai fini della completa applicazione della presente Convenzione, come emanate dopo aver ascoltato l'imputato.

3. Se la persona condannata compare di persona o è rappresentata, conformemente alle leggi dello Stato richiedente, e se l'opposizione viene accolta, la richiesta di esecuzione verrà considerata nulla e priva di effetti.

Articolo 26

1. Se l'opposizione è esaminata nello Stato richiesto, la persona condannata verrà chiamata a comparire in quello Stato nel nuovo dibattimento del caso. Il mandato di comparizione dovrà esserle recapitato personalmente almeno 21 giorni prima della data dell'udienza. Questo termine può essere ridotto con il consenso della persona condannata. Il nuovo dibattimento verrà tenuto dinanzi al tribunale competente nello Stato richiesto, e in conformità alla procedura di tale Stato.

2. Se la persona condannata non dovesse comparire o non fosse rappresentata, in conformità con le leggi dello Stato richiesto, il tribunale dichiarerà l'opposizione nulla e priva di effetti. In tal caso, e se il tribunale respingesse l'opposizione, la condanna in contumacia e l'ordinanza penale verranno considerate, ai fini della completa applicazione della presente Convenzione, come emanate dopo aver ascoltato l'imputato.

3. Se la persona condannata compare di persona o è rappresentata, conformemente alle leggi dello Stato richiesto, e se l'opposizione viene accolta, l'atto verrà giudicato come se fosse stato commesso in tale Stato. Tuttavia qualora l'azione penale fosse caduta in prescrizione, non sarà possibile esaminare il caso. La sentenza pronunciata nello Stato richiedente verrà considerata nulla e priva di effetto.

4. Qualsiasi azione al fine di intentare un processo o di istruirlo, intrapresa nello Stato che ha emanato la sentenza, in conformità alle sue leggi e regolamenti, avrà lo stesso valore nello Stato richiesto come se fosse stata intrapresa dalle autorità di tale Stato, a condizione che l'assimilazione non attribuisca a tali azioni una forza probante superiore a quella che terrà nello Stato richiedente.

Articolo 27

Al fine dell'inoltro di un'opposizione e della susseguente procedura, la persona condannata in contumacia o con una ordinanza penale avrà diritto all'assistenza legale nei casi e alle condizioni prescritti dalla legge dello Stato richiesto e, ove opportuno, da quelle dello Stato richiedente.

Articolo 28

Ogni decisione giudiziaria emanata ai sensi dell'articolo 26, paragrafo 3 e la relativa esecuzione sarà regolata esclusivamente dalle leggi dello Stato richiesto.

Articolo 29

Se la persona condannata in contumacia o con una ordinanza penale non fa opposizione, la decisione, ai fini della completa applicazione della presente Convenzione, verrà ritenuta essere stata emanata avendo ascoltato l'imputato.

Articolo 30

Le disposizioni delle legislazioni nazionali saranno applicabili in materia di ristabilimento nella situazione antecedente, se la persona condannata, per motivi indipendenti dalla sua volontà, ha mancato di rispettare le scadenze fissate negli articoli 24, 25 e 26 o di comparire personalmente all'udienza fissata per il nuovo esame del caso.

Sezione 4

Norme transitorie

Articolo 31

Qualora la persona condannata si trovi nello Stato richiedente dopo il ricevimento della notifica dell'accettazione della sua richiesta di esecuzione di una condanna che comporti la privazione della libertà, tale Stato può, ove lo ritenga necessario al fine di assicurare l'esecuzione, arrestarla in vista del suo trasferimento ai sensi delle disposizioni dell'articolo 43.

Articolo 32

1. Quando lo Stato richiedente ha chiesto l'esecuzione, lo Stato richiesto può arrestare la persona condannata:

a) se, in conformità alle leggi dello Stato richiesto, il reato è tale da autorizzare la detenzione preventiva; e

b) se sussiste il pericolo di latitanza o, nel caso di una condanna in contumacia, il pericolo di occultamento di prove.

2. Quando lo Stato richiedente annuncia la sua intenzione di chiedere l'esecuzione, lo Stato richiesto può, su domanda dello Stato richiedente, procedere all'arresto della persona condannata, a condizione che siano soddisfatti i requisiti di cui ai commi *a*) e *b*) del paragrafo precedente. La suddetta domanda dovrà dichiarare il reato che ha implicato la condanna e il tempo e luogo della sua perpetrazione, e dovrà contenere una descrizione la più accurata possibile della persona condannata. Dovrà inoltre contenere una breve dichiarazione dei fatti sui quali si basa la condanna.

Articolo 33

1. La persona condannata sarà trattenuta in custodia, in conformità alle leggi dello Stato richiesto; le leggi di tale Stato detteranno anche le condizioni in base alle quali la persona potrà essere posta in libertà.

2. La persona detenuta dovrà in ogni caso essere rimessa in libertà:

a) dopo un periodo di detenzione pari a quello inflitto con la condanna;

b) se è stato arrestato conformemente all'articolo 32, paragrafo 2, e lo Stato richiesto non ha ricevuto, entro 18 giorni dalla data dell'arresto, la richiesta corredata dei documenti specificati all'articolo 16.

Articolo 34

1. Una persona detenuta nello Stato richiesto, in conformità all'articolo 32, e che sia convocata a comparire dinanzi al tribunale competente nello Stato richiedente conformemente all'articolo 25 e seguito dell'opposizione che questa ha inoltrato, verrà trasferita a tale scopo nel territorio dello Stato richiedente.

2. Dopo il trasferimento, tale persona non verrà detenuta dallo Stato richiedente se si soddisfa la condizione posta all'articolo 33, paragrafo 2 *a*), o se lo Stato richiedente non chiede l'esecuzione di una nuova condanna. La persona trasferita sarà prontamente rinviata nello Stato richiesto, salvo che sia rimessa in libertà.

Articolo 35

1. Una persona citata a comparire dinanzi a un tribunale competente dello Stato richiedente a seguito dell'opposizione da questa inoltrata non verrà perseguita, condannata o detenuta in vista dell'esecuzione di una condanna o ordine di detenzione né subirà limitazioni alla sua libertà per qualsiasi altro motivo relativamente a qualsiasi atto o reato che sia avvenuto prima della sua partenza dal territorio dello Stato richiesto e che non sia specificata nel mandato di comparizione, salvo che la persona non vi consenta espressamente per iscritto. Nel caso citato all'articolo 34, paragrafo 1, una copia della dichiarazione di consenso dovrà essere inviata allo Stato da cui è stata trasferita.

2. Gli effetti previsti al paragrafo precedente cesseranno qualora la persona citata a comparire, avendo avuto la possibilità di farlo, non abbia lasciato il territorio dello Stato richiedente entro 15 giorni successivi alla data della decisione emanata a conclusione dell'udienza per la quale era stato citato a comparire, o qualora la perona ritorni in quel territorio dopo averlo lasciato senza che sia stata nuovamente citata a comparire.

Articolo 36

1. Se lo Stato richiedente ha chiesto l'esecuzione di una confisca di proprietà, lo Stato richiesto può procedere alla confisca temporanea della proprietà in oggetto, a condizione che le sue leggi prevedano la confisca per atti simili.

2. La confisca verrà effettuata in conformità alle leggi dello Stato richiesto che determinerà anche le condizioni nelle quali la confisca potrà essere rimessa.

SEZIONE 5

ESECUZIONE DELLE PENE

a) *Clausole generali*

Articolo 37

Una pena inflitta nello Stato richiedente non sarà eseguita nello Stato richiesto salvo che in virtù di una decisione del tribunale dello Stato richiesto. Ciascuno Stato Contraente può, tuttavia, attribuire ad altre autorità il potere di prendere tali decisioni se la pena da eseguirsi è cost[illegible] solo da un'ammenda o una confisca e se tali decisioni sono suscettibili di appello a un tribunale.

Articolo 38

Il caso dovrà essere portato dinanzi al tribunale o all'autorità che ne abbia i poteri ai sensi dell'articolo 37, se lo Stato richiesto ritiene opportuno intraprendere un'azione in merito alla richiesta di esecuzione.

Articolo 39

1. Prima che un tribunale emetta una decisione circa una richiesta di esecuzione, la persona condannata dovrà avere la possibilità di dichiarare i suoi punti di vista. Dietro domanda, egli sarà ascoltato dal tribunale o per il tramite di lettere rogatorie o di persona. Una udienza di persona deve essere concessa in base ad espressa richiesta in tal senso presentata dall'imputato.

2. Il tribunale può, tuttavia, decidere circa l'accettazione della richiesta di esecuzione in assenza di una persona condannata che abbia richiesto di essere ascoltata personalmente ove questi sia detenuto nello Stato richiedente. In questo caso, qualsiasi decisione relativa alla sostituzione della pena, ai sensi dell'articolo 44, sarà aggiornata finché, a seguito del trasferimento della persona condannata nello Stato richiesto, questa non abbia avuto la possibilità di comparire dinanzi al tribunale.

Articolo 40

1. Il tribunale o, nei casi previsti all'articolo 37, l'autorità cui lo stesso articolo 37 ha conferito i poteri, che trattino il caso dovranno accertare:

a) che la pena della quale è richiesta l'esecuzione sia stata imposta attraverso una sentenza penale europea;

b) che siano soddisfatti i requisiti dell'articolo 4;

c) che la condizione prevista all'articolo 6 *a*) non si verifichi o non precluda l'esecuzione;

d) che l'esecuzione non sia preclusa in base all'articolo 7;

e) che, nel caso di una condanna in contumacia o di un'ordinanza penale, i requisiti della sezione 3 della presente Parte siano soddisfatti.

2. Ogni Stato Contraente può assegnare al tribunale, o all'autorità che ne abbia i poteri ai sensi dell'articolo 37, il compito di esaminare altre condizioni per l'esecuzione prevista dalla presente Convenzione.

Articolo 41

Sarà possibile il ricorso in appello contro le decisioni giudiziarie emesse in applicazione della presente sezione al fine dell'esecuzione richiesta e contro quelle prese in sede di appello sulle decisioni da parte delle autorità amministrative di cui all'articolo 37.

Articolo 42

Lo Stato richiesto è vincolato alla constatazione dei fatti nella misura in cui essi sono dichiarati nella decisione o nella misura in cui quest'ultima si basi implicitamente su di essi.

b) *Clausole specificamente relative all'esecuzione di pene che comportino la privazione della libertà*

Articolo 43

Qualora la persona condannata sia detenuta nello Stato richiedente essa dovrà, salvo diversamente previsto dalle leggi di tale Stato, essere trasferita nello Stato richiesto, non appena lo Stato richiedente abbia ricevuto notifica di accettazione della richiesta di esecuzione.

Articolo 44

1. Se la richiesta di esecuzione viene accettata, il tribunale deve sostituire la pena comportante la privazione della libertà imposta nello Stato richiedente con la pena prescritta dalle proprie leggi relativamente allo stesso reato. Questa pena può, subordinatamente alle limitazioni reviste al paragrafo 2, essere di natura o durata diverse da quelle imposte nello Stato richiedente. Qualora quest'ultima pena fosse inferiore al minimo che può essere imposto ai sensi delle leggi dello Stato richiesto, il tribunale non sarà vincolato da tale minimo e imporrà una pena corrispondente a quella imposta nello Stato richiedente.

2. Nel determinare la pena, il tribunale non dovrà aggravare la situazione penale della persona condannata quale risulta dalla decisione emanata nello Stato richiedente.

3. Qualsiasi parte della pena imposta nello Stato richiedente e qualsiasi periodo di detenzione provvisoria, subìti dalla persona condannata a seguito della sentenza, verranno dedotti integralmente. Lo stesso dicasi rispetto a qualsiasi periodo durante il quale la persona condannata ha subìto la detenzione preventiva nello Stato richiedente, prima di subire la condanna nella misura in cui le leggi di tale Stato la abbiano prevista.

4. Qualsiasi Stato Contraente può, in qualsiasi momento, depositare presso il Segretario Generale del Consiglio dl'Europa una dichiarazione che gli conferisca, in conformità alla presente Convenzione, il diritto di eseguire una pena che comporti la privazione della libertà della stessa natura di quella imposta nello Stato richiedente, anche se la durata di tale pena eccede il massimo previsto dalle sue leggi nazionali relativamente ad una pena della stessa natura. Ciò nonostante, questa regola verrà applicata solo nei casi in cui le leggi nazionali di questo Stato permettano, riguardo allo stesso reato, l'imposizione di una pena di almeno la stessa durata di quella imposta nello Stato richiedente ma che sia di natura più severa. La pena imposta ai sensi del presente paragrafo può, se la sua durata e i suoi scopi lo richiedono, essere eseguita in un penitenziario destinato all'esecuzione di pene di altra natura.

c) *Clausole specificatamente relative all'esecuzione di ammende e confische*

Articolo 45

1. Se la richiesta di esecuzione di un'ammenda o di una confisca di una somma di denaro viene accettata, il tribunale o l'autorità cui sono stati conferiti i poteri in base all'articolo 37, convertiranno l'ammontare in questione nella valuta dello Stato richiesto, al tasso di cambio vigente al momento in cui viene presa la decisione. Fisserà, pertanto, l'ammontare dell'ammenda o della somma da confiscare, che tuttavia non dovrà superare l'ammontare massimo fissato dalle sue proprie leggi relativamente allo stesso reato; o, in mancanza di tale massimo, non dovrà superare l'ammontare massimo ordinariamente imposto nello Stato richiesto riguardo a un reato simile.

2. Tuttavia, il tribunale o l'autorità, cui sono stati conferiti i poteri in base all'articolo 37, può mantenere fino all'ammontare imposto nello Stato richiedente la condanna a una ammenda o alla confisca, qualora una tale pena non sia prevista dalle leggi dello Stato richiesto per lo stesso reato, ma ne siano previste di più severe. Lo stesso dicasi se la pena imposta nello Stato richiedente superi il massimo stabilito dalle leggi dello Stato richiesto per lo stesso reato, ma tali leggi permettano l'imposizione di pene più severe.

3. Qualsiasi facilitazione rispetto al tempo di pagamento o al pagamento rateale, concessa nello Stato richiedente verrà rispettata nello Stato richiesto.

Articolo 46

1. Qualora la richiesta di esecuzione riguardi la confisca di un oggetto specifico, il tribunale o l'autorità, cui sono stati conferiti i poteri in base all'articolo 37, può ordinare la confisca di tale oggetto solo se tale confisca è autorizzata dalle leggi dello Stato richiesto relativamente allo stesso reato.

2. Tuttavia, il tribunale o l'autorità, cui sono stati conferiti i poteri in base all'articolo 37, può mantenere la confisca ordinata nello Stato richiedente, nel caso in cui tale pena non sia prevista dalle leggi dello Stato richiedente ma esse permettano l'imposizione di pene più severe.

Articolo 47

1. Il ricavato delle ammende e delle confische verrà pagato al Tesoro dello Stato richiesto senza pregiudizio di qualsiasi diritto di terze parti.

2. La proprietà confiscata che sia di particolare interesse può essere rimessa allo Stato richiedente, dietro sua domanda.

Articolo 48

Se un'ammenda non può essere riscossa, un tribunale dello Stato richiesto può imporre una pena alternativa che comporti la privazione della libertà, se le leggi di entrambi gli Stati la prevedono per tali casi, a meno che lo Stato richiedente non abbia limitato la sua richiesta alla sola riscossione dell'ammenda. Se il tribunale decide di imporre una pena alternativa che comporti la privazione della libertà, si applicheranno le seguenti disposizioni:

a) se la conversione dell'ammenda in una pena che comporti la privazione della libertà sia già prevista o nella sentenza pronunciata nello Stato richiedente o direttamente dalle leggi di tale Stato, il tribunale dello Stato richiesto determinerà la natura e la durata di tale pena, in conformità alle norme fissate dalle proprie leggi. Se la pena che comporta la privazione della libertà già prevista nello Stato richiedente è inferiore al minimo che può essere imposto ai sensi delle leggi dello

Stato, il tribunale non sarà vincolato a tale minimo e imporrà una pena corrispondente alla pena prescritta nello Stato richiedente. Nel determinare la pena il tribunale non dovrà aggravare la situazione penale della persona condannata, come risulta dalla decisione emanata nello Stato richiedente.

b) in tutti gli altri casi, il tribunale dello Stato richiesto convertirà l'ammenda in conformità alle proprie leggi, osservando i limiti prescritti dalle leggi dello Stato richiedente.

d) *Clausole specificamente relative alla esecuzione di decadenze*

Articolo 49

1. Qualora venga inoltrata una richiesta di esecuzione di una decadenza, tale decadenza imposta nello Stato richiedente può essere posta in atto nello Stato richiesto solo se la legge di quest'ultimo Stato permette la decadenza per il reato in questione.

2. Il tribunale investito del caso valuterà la opportunità di eseguire la decadenza nel territorio del proprio Stato.

Articolo 50

1. Se il tribunale ordina l'esecuzione della decadenza, esso ne determinerà la durata, entro i limiti prescritti dalle proprie leggi, ma non potrà superare i limiti fissati nella sentenza imposta nello Stato richiedente.

2. Il tribunale può ordinare che la decadenza venga eseguita rispetto solo ad alcuni dei diritti la cui perdita o sospensione è stata pronunciata.

Articolo 51

L'articolo 11 non si applicherà alla decadenza.

Articolo 52

Lo Stato richiesto avrà il diritto di conferire alla persona condannata i diritti di cui è stata privata, in conformità ad una decisione adottata in applicazione della presente sezione.

PARTE III

EFFETTI INTERNAZIONALI DELLE SENTENZE PENALI EUROPEE

SEZIONE 1

NE BIS IN IDEM

Articolo 53

1. Una persona nei cui confronti è stata emanata una sentenza penale europea non può per quello stesso atto nè essere perseguita nè condannata nè soggetta a esecuzione di una pena in un altro Stato Contraente:

a) se è stata assolta;

b) se la pena imposta:

i) è stata completamente eseguita o è in fase di esecuzione, o

ii) è stata interamente, o rispetto alla parte non eseguita, soggetta a grazia o amnistia;

iii) non può più essere eseguita a causa della prescrizione;

c) se il tribunale ha contestato la colpevolezza della persona senza imporre una pena.

2. Cionondimeno, uno Stato Contraente, salvo che non abbia esso stesso richiesto il procedimento, non sarà obbligato a riconoscere l'effetto di « ne bis in idem » se l'atto che ha dato luogo al giudizio era diretto contro o una persona o un'istituzione o qualsiasi bene avente carattere pubblico in tale Stato, o se il soggetto del giudizio aveva esso stesso un carattere pubblico in tale Stato.

3. Inoltre, qualsiasi Stato Contraente ove l'atto è stato commesso, o considerato come tale conformemente alle leggi di tale Stato, non sarà obbligato a riconoscere l'effetto di « ne bis in idem », a meno che tale Stato non abbia esso stesso richiesto il procedimento.

Articolo 54

Se viene istituito un nuovo procedimento a carico di una persona che in un altro Stato Contraente è stata condannata per lo stesso atto, in tal caso qualsiasi periodo di privazione della libertà derivante dalla sentenza eseguita verrà dedotto dalla pena che possa essere imposta.

Articolo 55

La presente sezione non impedirà l'applicazione di più ampie disposizioni interne relative all'effetto di « ne bis in idem » collegati a giudizi penali pronunciati all'estero.

Sezione 2

Considerazione di precedenti

Articolo 56

Ciascuno Stato Contraente adotterà le misure legislative che riterrà appropriate per permettere ai suoi tribunali, al momento di emanare una sentenza, di prendere in considerazione qualsiasi precedente sentenza penale europea emanata per un altro reato, avendo udito l'imputato, al fine di aggiungere a tale sentenza tutti o alcuni degli effetti che le proprie leggi prevedono per sentenze emanate nel proprio territorio. Esso determinerà le condizioni in cui tale sentenza viene presa in considerazione.

Articolo 57

Ciascun Stato Contraente adotterà le misure legislative in considerazione di qualsiasi sentenza penale europea, emanata avendo udito l'imputato, in modo da permettere l'applicazione di tutta o parte di una decadenza che le sue leggi prevedono per le sentenze emanate nel proprio territorio. Esso determinerà le condizioni in cui tale sentenza viene presa in considerazione.

PARTE IV

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 58

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma degli Stati Membri rappresentati nel Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa. Sarà soggetta a ratifica o accettazione. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Per quanto riguarda uno Stato firmatario che depositi la ratifica o l'accettazione in un secondo tempo, la Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito dei suoi strumenti di ratifica o di accettazione.

Articolo 59

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa può invitare qualsiasi Stato non membro ad accedervi, a condizione che la risoluzione contenente tale invito riceva il consenso unanime dei membri del Consiglio che hanno ratificato la Convenzione.

Articolo 60

1. Qualsiasi Stato Contraente può, al momento della firma o del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione o adesione, specificare il territorio o i territori cui si applicherà la presente Convenzione.

2. Qualsiasi Stato Contraente può, al momento del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione o adesione o in qualsiasi data successiva, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere la presente Convenzione a qualsiasi altro territorio o territori specificati nella dichiarazione e per le cui relazioni internazionali esso sia responsabile o in nome del quale sia autorizzato a assumere impegni.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente può, rispetto a qualsiasi territorio menzionato in tale dichiarazione, essere ritirata conformemente alla procedura fissata all'articolo 66 della presente Convenzione.

Articolo 61

1. Qualsiasi Stato Contraente può, al momento della firma del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione o adesione, dichiarare che si avvale di una o più delle riserve previste nell'Allegato I alla presente Convenzione.

2. Qualsiasi Stato contraente può interamente o parzialmente ritirare una riserva che abbia formulato in virtù del paragrafo precedente per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che avrà effetto a partire dalla data del suo ricevimento.

3. Uno Stato Contraente che abbia formulato una riserva riguardo a una qualsiasi delle disposizioni della presente Convenzione non può pretendere l'applicazione di tale disposizione da parte

di nessun altro Stato; esso può, tuttavia, se la sua riserva è parziale o condizionale, pretendere l'applicazione di tale disposizione nella misura in cui l'abbia esso stesso accettata.

Articolo 62

1. Qualsiasi Stato Contraente può in qualsiasi momento, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare le disposizioni legali da includersi negli Allegati II o III della presente Convenzione.

2. Qualsiasi modifica delle disposizioni nazionali elencate negli Allegati II o III sarà notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ove tale modifica renda inesatte le informazioni contenute in tali Allegati.

3. Qualsiasi modifica apportata agli Allegati II o III in applicazione del paragrafo precedente avrà effetto in ciascun Stato Contraente un mese dopo la data della loro modifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 63

1. Ciascuno Stato Contraente, al momento del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione o adesione, dovrà fornire al Segretario Generale del Consiglio d'Europa le pertinenti informazioni relative alle pene applicabili in tale Stato e la loro esecuzione, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione.

2. Qualsiasi modifica successiva, che renda inesatte le informazioni fornite conformemente al paragrafo che precede, verrà anche notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 64

1. La presente Convenzione non pregiudica nè i diritti e gli impegni derivanti da trattati di estradizione e Convenzioni internazionali multilaterali riguardanti questioni speciali, nè disposizioni riguardanti le materie oggetto della presente Convenzione e che sono contenute in altre Convenzioni esistenti tra Stati Contraenti.

2. Gli Stati Contraenti non possono concludere tra loro accordi bilaterali o multilaterali sulle materie oggetto della presente Convenzione, salvo che al fine di completarne le sue disposizioni o di facilitare l'applicazione dei principi ivi contenuti.

3. Tuttavia, qualora due o più Stati Contraenti avessero già stabilito le loro relazioni in materia sulla base di una legislazione uniforme, o istituito un loro speciale sistema, o qualora le facessero in futuro, essi avranno il diritto di regolare tali relazioni conformemente a essi, nonostante le disposizioni della presente Convenzione.

4. Gli Stati Contraenti che cessino di applicare le disposizioni della presente Convenzione alle loro relazioni reciproche su questa materia ne notificheranno il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 65

Il Comitato Europeo per i problemi del crimine del Consiglio d'Europa verrà tenuto informato circa l'applicazione della presente Convenzione e farà tutto quanto sia necessario per facilitare l'amichevole soluzione di qualsiasi difficoltà che possa derivare dalla sua esecuzione.

Articolo 66

1. La presente Convenzione resterà in vigore indefinitamente.

2. Qualsiasi Stato Contraente può, per quanto lo concerne, denunciare la presente Convenzione per mezzo di una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. Tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento di tale notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 67

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri rappresentati nel Comitato dei Ministri del Consiglio e a qualsiasi Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

a) ogni firma;

b) ogni deposito di strumenti di ratifica, accettazione o adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente all'articolo 58 di essa;

d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione dell'articolo 19, paragrafo 2;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione dell'articolo 44, paragrafo 4;

f) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione dell'articolo 60;

g) ogni riserva formulata in applicazione dell'articolo 61, paragrafo 1, e il ritiro di tale riserva;

h) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione dell'articolo 62, paragrafo 1; e ogni successiva notifica ricevuta in applicazione di detto articolo, paragrafo 2;

i) ogni informazione ricevuta in applicazione dell'articolo 63, paragrafo 1, e ogni successiva notifica ricevuta in applicazione di tale articolo, paragrafo 2;

j) ogni notifica riguardante accordi bilaterali o multilaterali conclusi in applicazione dell'articolo 64, paragrafo 2, o riguardante una legislazione uniforme introdotta in applicazione dell'articolo 64, paragrafo 3;

k) ogni notifica ricevuta in applicazione dell'articolo 66 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

Articolo 68

La presente Convenzione e le dichiarazioni e notifiche autorizzate in base alla suddetta si applicheranno solo all'esecuzione di decisioni emanate dopo l'entrata in vigore della Convenzione tra gli Stati Contraenti interessati.

In fede di ciò, i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a l'Aja, questo 28 giorno di maggio 1970, nella lingua inglese e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che resterà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia certificata a ciascuno degli Stati firmatari e adererenti.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO I

Ogni Stato Contraente può dichiarare che si riserva il diritto:

a) di rifiutare l'esecuzione, se ritiene che la sentenza sia relativa a un reato fiscale o religioso;

b) di rifiutare l'esecuzione di una pena per un atto che, ai sensi delle leggi dello Stato richiesto, avrebbe potuto essere esaminato solo da un'autorità amministrativa;

c) di rifiutare l'esecuzione di una sentenza penale europea, che le autorità dello Stato richiedente abbiano emanato in una data in cui, ai sensi delle proprie leggi, l'azione penale per il reato punito attraverso la sentenza non è possibile a causa della prescrizione;

d) di rifiutare l'esecuzione di condanne emanate in contumacia e di ordinanze penali o soltanto di una di queste categorie di decisioni;

e) di rifiutare l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 8, qualora questo Stato abbia una competenza originaria e di riconoscere in questi casi solo l'equivalenza degli atti che hanno interrotto o sospeso i termini di prescrizione che siano stati eseguiti nello Stato richiedente;

f) di accettare l'applicazione della Parte III rispetto a una delle sue due sezioni soltanto.

ALLEGATO II

LISTA DEI REATI DIVERSI DAI REATI CONSIDERATI DAL CODICE PENALE

I seguenti reati verranno assimilati ai reati previsti dal codice penale:

— *in Francia*, qualsiasi comportamento illegale sanzionato con una contravvenzione relativa alle grandi comunicazioni;

— *nella Repubblica Federale di Germania*, qualsiasi comportamento illegale considerato conformemente alla procedura stabilita nella legge sulle violazioni dei regolamenti;

— *in Italia*, qualsiasi comportamento illegale cui si applica la legge n. 317 del 3 marzo 1967.

ALLEGATO III

LISTA DELLE « ORDINANZE PENALI »

AUTRICHE

Strafverfügung (Articles 460-2 du Code de Procédure Pénale).

DANEMARK

Bodeforelaeg ou *Udenretlig bodevedtagelse* (Article 931 de la loi sur l'administration de la justice).

FRANCE

1. *Amende de composition* (Articles 524-528 du Code de Procédure Pénale et les Articles R 42 - R 50).
2. *Ordonnance pénale* appliquée uniquement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1. *Strafbefehl* (Articles 407-412 du Code de Procédure Pénale).
2. *Strafverfügung* (Article 413 du Code de Procédure Pénale).
3. *Bussgeldbescheid* (Articles 65-66 de la loi du 24 mai 1968 - BGBL 1968 I, 481).

ITALIE

1. *Decreto penale* (Articles 506-10 du Code de Procédure Pénale).
2. *Decreto penale* en matière fiscale (loi du 7 janvier 1929, n° 4).
3. *Decreto penale* en matière de navigation (Articles 1242-43 du Code sur la Navigation).
4. Décision prononcée en vertu de la loi n° 317 du 3 mars 1967.

LUXEMBOURG

1. *Ordonnance pénale* (loi du 31 juillet 1924 concernant l'organisation des ordonnances pénales).
2. *Ordonnance pénale* (Article 16 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques).

NORVEGE

1. *Forelegg* (Articles 287-290 de la loi sur la procédure judiciaire en matière pénale).
2. *Forenklet forelegg* (Article 31 B du Code Routier du 18 juin 1965).

SUEDE

1. *Strafforeläggande* (Chapitre 48 du Code de Procédure).
2. *Foreläggande av ordningsbot* (Chapitre 48 du Code de Procédure).

SUISSE

1. *Strafbefehl* (Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Schaffhouse, Schwyz, Uri, Zug, Zurich).
   Ordonnance pénale (Fribourg, Valais).
2. *Strafantrag* (Unterwalden-le-Bas).
3. *Strafbescheid* (Saint-Gall).
4. *Strafmandat* (Berne, Grisons, Soleure, Unterwalden-le-Haut).
5. *Strafverfügung* (Appenzell Rhodes Extérieures, Glaris, Schaffhouse, Thurgovie).
6. *Abwandlungserkenntnis* (Lucerne).
7. *Bussenentscheid* (Appenzell Rhodes Intérieures).
8. *Ordonnance de condamnation* (Vaud).
9. *Mandat de répression* (Neuchâtel).
10. *Avis de contravention* (Genève, Vaud).
11. *Prononcé préfectoral* (Vaud).
12. *Prononcé de contravention* (Valais).
13. *Decreto di accusa* (Tessin).

TURQUIE

Ceza Kararnamesi (Articles 386-91 du Code de Procédure Pénale) et toutes les décisions par lesquelles les autorités administratives prononcent des peines.

LEGGE 16 maggio 1977, n. **306.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione universale per il diritto d'autore, con protocolli, adottata a Parigi il 24 luglio 1971.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione universale per il diritto d'autore, con protocolli, adottata a Parigi il 24 luglio 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IX della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 maggio 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

CONVENTION UNIVERSELLE SUR LE DROIT D'AUTEUR REVISEE A PARIS LE 24 JUILLET 1971

Les Etats contractants,

Animés du désir d'assurer dans tous les pays la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques,

Convaincus qu'un régime de protection des droits des auteurs approprié à toutes les nations et exprimé dans une convention universelle, s'ajoutant aux systèmes internationaux déjà en vigueur, sans leur porter atteinte, est de nature à assurer le respect des droits de la personne humaine et à favoriser le développement des lettres, des sciences et des arts,

Persuadés qu'un tel régime universel de protection des droits des auteurs rendra plus facile la diffusion des œuvres de l'esprit et contribuera à une meilleure compréhension internationale,

Ont résolu de réviser la Convention universelle sur le droit d'auteur signée à Genève le 6 septembre 1952 (ci-après dénommée « la Convention de 1952 ») et, en conséquence,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Chaque Etat contractant s'engage à prendre toutes dispositions necessaires pour assurer une protection suffisante et efficace des droits des auteurs et de tous autres titulaires de ces droits sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, telles que les écrits, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques, les peintures, gravures et sculptures.

Article II

1. Les œuvres publiées des ressortissants de tout Etat contractant ainsi que les œuvres publiées pour la première fois sur le territoire d'un tel Etat jouissent, dans tout autre Etat contractant, de la protection que cet autre Etat accorde aux œuvres de ses ressortissants publiées pour la première fois sur son propre territoire, ainsi que de la protection spécialement accordée par la présente Convention.

2. Les œuvres non publiées des ressortissants de tout Etat contractant jouissent, dans tout autre Etat contractant, de la protection que cet autre Etat accorde aux œuvres non publiées de ses ressortissants, ainsi que de la protection spécialement accordée par la présente Convention.

3. Pour l'application de la présente Convention, tout Etat contractant peut, par des dispositions de sa législation interne, assimiler à ses ressortissants toute personne domiciliée sur le territoire de cet Etat.

Article III

1. Tout Etat contractant qui, d'après sa législation interne, exige, à titre de condition de la protection des droits des auteurs, l'accomplissement de formalités telles que dépôt, enregistrement,

mention, certificats notariés, paiement de taxes, fabrication ou publication sur le territoire national, doit considérer ces exigences comme satisfaites pour toute œuvre protégée aux termes de la présente Convention, publiée pour la première fois hors du territoire de cet Etat et dont l'auteur n'est pas un de ses ressortissants si, dès la première publication de cette œuvre, tous les exemplaires de l'œuvre publiée avec l'autorisation de l'auteur ou de tout autre titulaire de ses droits portent le symbole © accompagné du nom du titulaire du droit d'auteur et de l'indication de l'année de première publication; le symbole, le nom et l'année doivent être apposés d'une manière et à une place montrant de façon nette que le droit d'auteur est réservé.

2. Les dispositions de l'alinéa 1 n'interdisent pas à un Etat contractant de soumettre à certaines formalités ou à d'autres conditions, en vue d'assurer l'acquisition et la jouissance du droit d'auteur, les œuvres publiées pour la première fois sur son territoire, ou celles de ses ressortissants, quel que soit le lieu de la publication de ces œuvres.

3. Les dispositions de l'alinéa 1 n'interdisent pas à un Etat contractant d'exiger d'une personne estant en justice qu'elle satisfasse, aux fins du procès, aux règles de procédure telles que l'assistance du demandeur par un avocat exerçant dans cet Etat ou le dépôt par le demandeur d'un exemplaire de l'œuvre auprès du tribunal ou d'un bureau administratif ou des deux à la fois. Toutefois, le fait de ne pas satisfaire à ces exigences n'affecte pas la validité du droit d'auteur. Aucune de ces exigences ne peut être imposée à un ressortissant d'un autre Etat contractant si elle ne l'est pas aux ressortissants de l'Etat dans lequel la protection est demandée.

4. Dans chaque Etat contractant doivent être assurés des moyens juridiques pour protéger sans formalités les œuvres non publiées des ressortissants des autres Etats contractants.

5. Si un Etat contractant accorde plus d'une seule période de protection et si la première est d'une durée supérieure à l'un des minimums de temps prévus à l'article IV de la présente Convention, cet Etat a la faculté de ne pas appliquer l'alinéa 1 du présent article en ce qui concerne la deuxième période de protection ainsi que pour les périodes suivantes.

Article IV

1. La durée de la protection de l'œuvre est réglée par la loi de l'Etat contractant où la protection est demandée conformément aux dispositions de l'article II et aux dispositions ci-dessous.

2. *a*) La durée de protection pour les œuvres protégées par la présente Convention ne sera pas inférieure à une période comprenant la vie de l'auteur et vingt-cinq années après sa mort. Toutefois, l'Etat contractant qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, aura restreint ce délai, pour certaines catégories d'œuvres, à une période calculée à partir de la première publication de l'œuvre, aura la faculté de maintenir ces dérogations ou de les étendre à d'autres catégories. Pour toutes ces catégories, la durée de protection ne sera pas inférieure à vingt-cinq années à compter de la date de la première publication.

b) Tout Etat contractant qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, ne calcule pas la durée de protection sur la base de la vie de l'auteur aura la faculté de calculer cette durée de protection à compter de la première publication de l'œuvre ou, le cas échéant, de l'enregistrement de cette œuvre préalable à sa publication; la durée de la protection ne sera pas inférieure à vingt-cinq années à compter de la date de la première publication ou, le cas échéant, de l'enregistrement de l'œuvre préalable à la publication.

c) Si la législation de l'Etat contractant prévoit deux ou plusieurs périodes consécutives de protection, la durée de la première période ne sera pas inférieure à la durée de l'une des périodes minima déterminée aux lettres *a*) et *b*) ci-dessus.

3. Les dispositions de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas aux œuvres photographiques, ni aux œuvres des arts appliqués. Toutefois, dans les Etats contractants qui protègent les œuvres photographiques et, en tant qu'œuvres artistiques, les œuvres des arts appliqués, la durée de la protection ne sera pas, pour ces œuvres, inférieure à dix ans.

4. *a*) Aucun Etat contractant ne sera tenu d'assurer la protection d'une œuvre pendant une durée plus longue que celle fixée, pour la catégorie dont elle relève, s'il s'agit d'une œuvre non publiée, par la loi de l'Etat contractant dont l'auteur est ressortissant, et, s'il s'agit d'une œuvre publiée, par la loi de l'Etat contractant où cette œuvre a été publiée pour la première fois.

b) Aux fins de l'application de la lettre *a*), si la législation d'un Etat contractant prévoit deux ou plusieurs périodes consécutives de protection, la durée de la protection accordée par cet Etat est considérée comme étant la somme de ces périodes. Toutefois, si pour une raison quelconque une œuvre déterminée n'est pas protégée par ledit Etat pendant la seconde période ou l'une des périodes suivantes, les autres Etats contractants ne sont pas tenus de protéger cette œuvre pendant cette seconde période ou les périodes suivantes.

5. Aux fins de l'application de l'alinéa 4, l'œuvre d'un ressortissant d'un Etat contractant publiée pour la première fois dans un Etat non contractant sera considérée comme ayant été publiée pour la première fois dans l'Etat contractant dont l'auteur est ressortissant.

6. Aux fins de l'application de l'alinéa 4 susmentionné, en cas de publication simultanée dans deux ou plusieurs Etats contractants, l'œuvre sera considérée comme ayant été publiée pour la première fois dans l'Etat qui accorde la protection la moins longue. Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs pays toute œuvre qui a paru dans deux ou plusieurs pays dans les trente jours de sa première publication.

Article IV-*bis*

1. Les droits visés à l'article premier comprennent les droits fondamentaux qui assurent la protection des intérêts patrimoniaux de l'auteur, notamment le droit exclusif d'autoriser la reproduction par n'importe quel moyen, la représentation et l'exécution publiques, et la radiodiffusion. Les dispositions du présent article s'appliquent aux œuvres protégées par la présente Convention, soit sous leur forme originale, soit, de façon reconnaissable, sous une forme dérivée de l'œuvre originale.

2. Toutefois, chaque Etat contractant peut, par sa législation nationale, apporter des exceptions, non contraires à l'esprit et aux dispositions de la présente Convention, aux droits mentionnés à l'alinéa 1 du présent article. Les Etats faisant éventuellement usage de ladite faculté devront néanmoins accorder à chacun des droits auxquels il serait fait exception un niveau raisonnable de protection effective.

Article V

1. Les droits visés à l'article premier comprennent le droit exclusif de faire, de publier et d'autoriser à faire et à publier la traduction des œuvres protégées aux termes de la présente Convention.

2. Toutefois, chaque Etat contractant peut, par sa législation nationale, restreindre, pour les écrits, le droit de traduction, mais en se conformant aux dispositions suivantes:

a) Lorsque, à l'expiration d'un délai de sept années à dater de la première publication d'un écrit, la traduction de cet écrit n'a pas été publiée dans une langue d'usage général dans l'Etat

contractant, par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, tout ressortissant de cet Etat contractant pourra obtenir de l'autorité compétente de cet Etat une licence non exclusive pour traduire l'œuvre dans cette langue et publier l'œuvre ainsi traduite.

b) Cette licence ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat où est introduite la demande, justifie avoir demandé au titulaire du droit de traduction l'autorisation de traduire et de publier la traduction et, après dues diligences de sa part, n'a pu atteindre le titulaire du droit d'auteur ou obtenir son autorisation. Aux mêmes conditions, la licence pourra également être accordée si, pour une traduction déjà publiée dans une langue d'usage général dans l'Etat contractant, les éditions sont épuisées.

c) Si le titulaire du droit de traduction n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser des copies de sa demande à l'éditeur dont le nom figure sur l'œuvre et au représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat dont le titulaire du droit de traduction est ressortissant, lorsque la nationalité du titulaire du droit de traduction est connue, ou à l'organisme qui peut avoir été désigné par le gouvernement de cet Etat. La licence ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai de deux mois à dater de l'envoi des copies de la demande.

d) La législation nationale adoptera les mesures appropriées pour assurer au titulaire du droit de traduction une rémunération équitable et conforme aux usage internationaux, ainsi que le paiement et le transfert de cette rémunération, et pour garantir une traduction correcte de l'œuvre.

e) Le titre et le nom de l'auteur de l'œuvre originale doivent être également imprimés sur tous les exemplaires de la traduction publiée. La licence ne sera valable que pour l'édition à l'intérieur du territoire de l'Etat contractant où cette licence est demandée. L'importation et la vente des exemplaires dans un autre Etat contractant sont possibles si cet Etat a une langue d'usage général identique à celle dans laquelle l'œuvre a été traduite, si sa loi nationale admet la licence et si aucune des dispositions en vigueur dans cet Etat ne s'oppose à l'importation et à la vente; l'importation et la vente sur le territoire de tout Etat contractant, dans lequel les conditions précédentes ne peuvent jouer, sont réservées à la législation de cet Etat et aux accords conclus par lui. La licence ne pourra être cédée par son bénéficiaire.

f) La licence ne peut être accordée lorsque l'auteur a retiré de la circulation les exemplaires de l'œuvre.

Article V-*bis*

1. Tout Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement, conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies, peut, par une notification déposée auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après dénommé « le Directeur général ») au moment de sa ratification, de son acceptation ou de son adhésion, ou ultérieurement, se prévaloir de tout ou partie des exceptions prévues aux articles V-*ter* et V-*quater*.

2. Toute notification déposée conformément aux dispositions de l'alinéa 1 restera en vigueur pendant une période de dix ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou pour toute partie de cette période décennale restant à courir à la date du dépôt de la notification, et pourra être renouvelée en totalité ou en partie pour d'autres périodes de dix ans si, dans un délai se situant entre le quinzième et le troisième mois avant l'expiration de la période décennale en cours, l'Etat contractant dépose une nouvelle notification auprès du Directeur général. Des notifications peuvent également être déposées pour la première fois au cours de ces nouvelles périodes décennales conformément aux dispositions du présent article.

3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2, un Etat contractant qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement répondant à la définition de l'alinéa 1 n'est plus habilité

à renouveler la notification qu'il a déposée aux termes des alinéas 1 ou 2 et, qu'il annule officiellement ou non cette notification, cet Etat perdra la possibilité de se prévaloir des exceptions prévues dans les articles V-*ter* et V-*quater* soit à l'expiration de la période décennale en cours, soit trois ans après qu'il aura cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

4. Les exemplaires d'une œuvre, déjà produits en vertu des exceptions prévues aux articles V-*ter* et *V-quater*, pourront continuer d'être mis en circulation après l'expiration de la période pour laquelle des notifications aux termes du présent article ont pris effet, et ce jusqu'à leur épuisement.

5. Tout Etat contractant, qui a déposé une notification conformément à l'article XIII concernant l'application de la présente Convention à un pays ou territoire particulier dont la situation peut être considérée comme analogue à celle des Etats visés à l'alinéa 1 du présent article, peut aussi, en ce qui concerne ce pays ou territoire, déposer des notifications d'exceptions et de renouvellements au titre du présent article. Pendant la période où ces notifications sont en vigueur, les dispositions des articles V-*ter* et V-*quater* peuvent s'appliquer audit pays ou territoire. Tout envoi d'exemplaires en provenance dudit pays ou territoire à l'Etat contractant sera considéré comme une exportation au sens des articles V-*ter* et V-*quater*.

Article V-*ter*

1. *a*) Tout Etat contractant auquel s'applique l'alinéa 1 de l'article V-*bis* peut remplacer la période de sept ans prévue à l'alinéa 2 de l'article V par une période de trois ans ou toute période plus longue fixée par sa législation nationale. Cependant, dans le cas d'une traduction dans une langue qui n'est pas d'usage général dans un ou plusieurs pays développés, parties soit à la présente Convention, soit seulement à la Convention de 1952, une période d'un an sera substituée à ladite période de trois ans.

b) Tout Etat contractant auquel s'applique l'alinéa 1 de l'article V-*bis* peut, avec l'accord unanime des pays développés qui sont des Etats parties soit à la présente Convention, soit seulement à la Convention de 1952, et où la même langue est d'usage général, remplacer, en cas de traduction dans cette langue, la période de trois ans prévue à la lettre *a*) ci-dessus par une autre période fixée conformément audit accord, cette période ne pouvant toutefois être inférieure à un an. Néanmoins, la présente disposition n'est pas applicable lorsque la langue dont il s'agit est l'anglais, l'espagnol ou le français. Notification d'un tel accord sera faite au Directeur général.

c) La licence ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat où est introduite la demande, justifie soit qu'il a demandé l'autorisation du titulaire du droit de traduction, soit qu'après dues diligences de sa part il n'a pas pu atteindre le titulaire du droit ou obtenir son autorisation. En même temps qu'il fait cette demande le requérant doit en informer soit le Centre international d'information sur le droit d'auteur créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, soit tout centre national ou régional d'information indiqué comme tel dans une notification déposée à cet effet auprès du Directeur général par le gouvernement de l'Etat où l'éditeur est présumé exercer la majeure partie de ses activités professionnelles.

d) Si le titulaire du droit de traduction n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser, par la poste aérienne, sous pli recommandé, des copies de sa demande à l'éditeur dont le nom figure sur l'œuvre et à tout centre national ou régional d'information mentionné à la lettre *c*). Si l'existence d'un tel centre n'a pas été notifiée, le requérant adressera également une copie au Centre international d'information sur le droit d'auteur créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. *a*) La licence ne pourra être accordée au titre du présent article avant l'expiration d'un délai supplémentaire de six mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période de trois ans, et de neuf mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période d'un an. Le délai supplémentaire commencera à courir soit à dater de la demande d'autorisation de traduire mentionnée à la lettre *c*) de l'alinéa 1, soit, dans le cas où l'identité ou l'adresse du titulaire du droit de traduction n'est pas connue, à dater de l'envoi des copies de la demande mentionnées à la lettre *d*) de l'alinéa 1 en vue d'obtenir la licence.

b) La licence ne sera pas accordée si une traduction a été publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation pendant ledit délai de six ou de neuf mois.

3. Toute licence à accorder en vertu du présent article ne pourra l'être qu'à l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche.

4. *a*) La licence ne s'étendra pas à l'exportation d'exemplaires et elle ne sera valable que pour l'édition à l'intérieur du territoire de l'Etat contractant où cette licence a été demandée.

b) Tout exemplaire publié conformément à une telle licence devra contenir une mention dans la langue appropriée précisant que l'exemplaire n'est mis en distribution que dans l'Etat contractant qui a accordé la licence; si l'œuvre porte la mention indiquée à l'alinéa 1 de l'article III, les exemplaires ainsi publiés devront porter la même mention.

c) L'interdiction d'exporter prévue à la lettre *a*) ci-dessus ne s'applique pas lorsqu'un organisme gouvernemental ou tout autre organisme public d'un Etat qui a accordé, conformément au présent article, une licence en vue de traduire une œuvre dans une langue autre que l'anglais, l'espagnol ou le français, envoie des exemplaires d'une traduction faite en vertu de cette licence à un autre pays, sous réserve que:

i) les destinataires soient des ressortissants de l'Etat contractant qui a délivré la licence, ou des organisations groupant de tels ressortissants;
ii) les exemplaires ne soient utilisés que pour l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche;
iii) l'envoi des exemplaires et leur distribution ultérieure aux destinataires soient dépourvus de tout caractère lucratif;
iv) qu'un accord, qui sera notifié au Directeur général par l'un quelconque des gouvernements qui l'ont conclu, intervienne entre le pays auquel les exemplaires sont envoyés et l'Etat contractant en vue de permettre la réception et la distribution ou l'une de ces deux opérations.

5. Les dispositions appropriées seront prises sur le plan national pour que:

a) la licence comporte une rémunération équitable et conforme à l'échelle des redevances normalement versées dans le cas de licences librement négociées entre les intéressés dans les deux pays concernés;

b) la rémunération soit payée et transmise. S'il existe une réglementation nationale en matière de devises, l'autorité compétente ne ménagera aucun effort en recourant aux mécanismes internationaux, pour assurer la transmission de la rémunération en monnaie internationalement convertible ou en son équivalent.

6. Toute licence accordée par un Etat contractant en vertu du présent article prendra fin si une traduction de l'œuvre dans la même langue et ayant essentiellement le même contenu que l'édition pour laquelle la licence a été accordée est publiée dans ledit Etat par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est d'usage dans ce même Etat pour des œuvres analogues. Les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourront continuer d'être mis en circulation jusqu'à leur épuisement.

7. Pour les œuvres qui sont composées principalement d'illustrations, une licence pour la traduction du texte et pour la reproduction des illustrations ne peut être octroyée que si les conditions de l'article V-*quater* sont également remplies.

8. *a*) Une licence en vue de traduire une œuvre protégée par la présente Convention, publiée sous forme imprimée ou sous des formes analogues de reproduction, peut aussi être accordée à un organisme de radiodiffusion ayant son siège sur le territoire d'un Etat contractant auquel s'applique l'alinéa 1 de l'article V-*bis*, à la suite d'une demande faite dans cet Etat par ledit organisme, et aux conditions suivantes:

i) la traduction doit être faite à partir d'un exemplaire produit et acquis conformément aux lois de l'Etat contractant;

ii) la traduction doit être utilisée seulement dans des émissions destinées exclusivement à l'enseignement ou à la diffusion d'informations à caractère scientifique destinées aux experts d'une profession déterminée;

iii) la traduction doit être utilisée, exclusivement aux fins énumérées au chiffre *ii*) ci-dessus, par radiodiffusion légalement faite à l'intention des bénéficiaires sur le territoire de l'Etat contractant, y compris par le moyen d'enregistrements sonores ou visuels réalisés licitement et exclusivement pour cette radiodiffusion;

iv) les enregistrements sonores ou visuels de la traduction ne peuvent faire l'objet d'échanges qu'entre des organismes de radiodiffusion ayant leur siège social sur le territoire de l'Etat contractant ayant accordé une telle licence;

v) toutes les utilisations faites de la traduction doivent être dépourvues de tout caractère lucratif.

b) Sous réserve que tous les critères et toutes les conditions énumérés à la lettre *a*) soient respectés, une licence peut également être accordée à un organisme de radiodiffusion pour traduire tout texte incorporé ou intégré à des fixations audio-visuelles faites et publiées à la seule fin d'être utilisées pour l'usage scolaire et universitaire.

c) Sous réserve des lettres *a*) et *b*), les autres dispositions du présent article sont applicables à l'octroi et à l'exercice d'une telle licence.

9. Sous réserve des dispositions du présent article, toute licence accordée en vertu de celui-ci sera régie par les dispositions de l'article V, et continuera d'être régie par les dispositions de l'article V et par celles du présent article, même après la période de sept ans visée à l'alinéa 2 de l'article V. Toutefois, après l'expiration de cette période, le titulaire de la licence pourra demander qu'à celle-ci soit substituée une licence régie exclusivement par l'article V.

Article V-*quater*

1. Tout Etat contractant auquel s'applique l'alinéa 1 de l'article V-*bis* peut adopter les dispositions suivantes:

a) Lorsque, à l'expiration: *i*) de la période fixée à la lettre *c*) calculée à partir de la première publication d'une édition déterminée d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique visée à l'alinéa 3, ou, *ii*) de toute période plus longue fixée par la législation nationale de l'Etat, des exemplaires de cette édition n'ont pas été, dans cet Etat, mis en vente pour répondre aux besoins soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, à un prix comparable à celui qui est d'usage dans ledit Etat pour des œuvres analogues, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, tout ressortissant de cet Etat pourra obtenir, de l'autorité compétente, une licence non exclusive pour publier cette édition, à ce prix ou à un prix inférieur, pour répondre aux besoins de l'enseignement scolaire et universitaire. La licence ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat, justifie avoir demandé au titulaire du droit l'autorisation de publier cette œuvre et, après dues diligences de sa part, n'a pu atteindre le titulaire du droit d'auteur ou obtenir son autorisation. En même temps qu'il fait cette demande

le requérant doit en informer soit le Centre international d'information sur le droit d'auteur créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, soit tout centre national ou régional d'information mentionné à la lettre *d*).

b) La licence pourra aussi être accordée aux mêmes conditions si, pendant une période de six mois, des exemplaires autorisés de l'édition dont il s'agit ne sont plus mis en vente dans l'Etat concerné pour répondre aux besoins soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, à un prix comparable à celui qui est d'usage dans l'Etat pour des œuvres analogues.

c) La période à laquelle se réfère la lettre *a*) s'entend d'un délai de cinq ans. Cependant:

i) pour les œuvres des sciences exactes et naturelles et de la technologie, cette période sera de trois ans;

ii) pour les œuvres qui appartiennent au domaine de l'imagination telles que les romans, les œuvres poétiques, dramatiques et musicales et pour les livres d'art, cette période sera de sept ans.

d) Si le titulaire du droit de reproduction n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser, par la poste aérienne, sous pli recommandé, des copies de sa demande à l'éditeur dont le nom figure sur l'œuvre et à tout centre national ou régional d'information indiqué comme tel dans une notification déposée auprès du Directeur général, par l'Etat où l'éditeur est présumé exercer la majeure partie de ses activités professionnelles. En l'absence d'une pareille notification, il adressera également une copie au Centre international d'information sur le droit d'auteur créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La licence ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de l'envoi des copies de la demande.

e) Dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration de la période de trois ans, la licence ne pourra être accordée au titre du présent article:

i) qu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la demande d'autorisation mentionnée à la lettre *a*), ou, dans le cas où l'identité ou l'adresse du titulaire de droit de reproduction n'est pas connue, à dater de l'envoi des copies de la demande mentionnées à la lettre *d*) en vue d'obtenir la licence;

ii) que s'il n'y a pas eu pendant ce délai de mise en circulation d'exemplaires de l'édition dans les conditions prévues à la lettre *a*).

f) Le nom de l'auteur et le titre de l'édition déterminée de l'œuvre doivent être imprimés sur tous les exemplaires de la reproduction publiée. La licence ne s'étendra pas à l'exportation d'exemplaires et elle ne sera valable que pour l'édition à l'intérieur du territoire de l'Etat contractant où cette licence a été demandée. La licence ne pourra être cédée par son bénéficiaire.

g) La législation nationale adoptera des mesures appropriées pour assurer une reproduction exacte de l'édition dont il s'agit.

h) Une licence en vue de reproduire et de publier une traduction d'une œuvre ne sera pas accordée, au titre du présent article, dans les cas ci-après:

i) lorsque la traduction dont il s'agit n'a pas été publiée par le titulaire du droit d'auteur ou avec son autorisation;

ii) lorsque la traduction n'est pas dans une langue d'usage général dans l'Etat qui est habilité à délivrer la licence.

2. Les dispositions qui suivent s'appliquent aux exceptions prévues à l'alinéa 1 du présent article:

a) Tout exemplaire publié conformément à une licence accordée au titre du présent article devra contenir une mention dans la langue appropriée précisant que l'exemplaire n'est mis en distribution que dans l'Etat contractant auquel ladite licence s'applique; si l'œuvre porte la mention indiquée à l'alinéa 1 de l'article III, les exemplaires ainsi publiées devront porter la même mention.

b) Les dispositions appropriées seront prises sur le plan national pour que:

i) la licence comporte une rémunération équitable et conforme à l'échelle des redevances normalement versées dans le cas de licences librement négociées entre les intéressés dans les deux pays concernés;

ii) la rémunération soit payée et transmise. S'il existe une réglementation nationale en matière de devises, l'autorité compétente ne ménagera aucun effort en recourant aux mécanismes internationaux, pour assurer la transmission de la rémunération en monnaie internationalement convertible ou en son équivalent.

c) Chaque fois que des exemplaires d'une édition d'une œuvre sont mis en vente dans l'Etat contractant pour répondre aux besoins soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est d'usage dans l'Etat pour des œuvres analogues, toute licence accordée en vertu du présent article prendra fin si cette édition est dans la même langue que l'édition publiée en vertu de la licence et si son contenu est essentiellement le même. Les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourront continuer d'être mis en circulation jusqu'à leur épuisement.

d) La licence ne peut être accordée quand l'auteur a retiré de la circulation tous les exemplaires d'une édition.

3. *a*) Sous réserve des dispositions de l'alinéa *b*), les œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques auxquelles s'applique le présent article sont limitées aux œuvres publiées sous forme d'édition imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction.

b) Le présent article est également applicable à la reproduction audio-visuelle de fixations licites audio-visuelles en tant qu'elles constituent ou incorporent des œuvres protégées ainsi qu'à la traduction du texte qui les accompagne dans une langue d'usage général dans l'Etat, qui est habilité à délivrer la licence, étant bien entendu que les fixations audio-visuelles dont il s'agit ont été conçues et publiées aux seules fins de l'usage scolaire et universitaire.

Article VI

Par « publication » au sens de la présente Convention, il faut entendre la reproduction sous une forme matérielle et la mise à la disposition du public d'exemplaires de l'œuvre permettant de la lire ou d'en prendre connaissance visuellement.

Article VII

La présente Convention ne s'applique pas aux œuvres ou aux droits sur ces œuvres qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention dans l'Etat contractant où la protection est demandée, auraient cessé définitivement d'être protégées dans cet Etat ou ne l'auraient jamais été.

Article VIII

1. La présente Convention, qui portera la date du 24 juillet 1971, sera déposée auprès du Directeur général et restera ouverte à la signature de tous les Etats parties à la Convention de 1952, pendant une période de cent vingt jours à compter de la date de la présente Convention. Elle sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires.

2. Tout Etat qui n'aura pas signé la présente Convention pourra y adhérer.

3. La ratification, l'acceptation ou l'adhésion sera opérée par le dépôt d'un instrument à cet effet, auprès du Directeur général.

Article IX

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de douze instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat, trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion spécial à cet Etat.

3. L'adhésion à la présente Convention d'un Etat non partie à la Convention de 1952 constitue aussi une adhésion à ladite Convention; toutefois, si son instrument d'adhésion est déposé avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, cet Etat pourra subordonner son adhésion à la Convention de 1952 à l'entrée en vigueur de la présente Convention. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, aucun Etat ne pourra adhérer exclusivement à la Convention de 1952.

4. Les relations entre les Etats parties à la présente Convention et les Etats qui sont parties seulement à la Convention de 1952 sont régies par la Convention de 1952. Toutefois, tout Etat partie seulement à la Convention de 1952 pourra déclarer par une notification déposée auprès du Directeur général qu'il admet l'application de la Convention de 1971 aux œuvres de ses ressortissants ou publiées pour la première fois sur son territoire par tout Etat partie à la présente Convention.

Article X

1. Tout Etat contractant s'engage à adopter, conformément aux dispositions de sa Constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2. Il est entendu qu'à la date où la présente Convention entre en vigueur pour un Etat, cet Etat doit être en mesure, d'après sa législation nationale, d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

Article XI

1. Il est créé un Comité intergouvernemental ayant les attributions suivantes:

a) étudier les problèmes relatifs à l'application et au fonctionnement de la Convention universelle;

b) préparer les révisions périodiques de cette Convention;

c) étudier tout autre problème relatif à la protection internationale du droit d'auteur, en collaboration avec les divers organismes internationaux intéressés, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et l'Organisation des Etats américains;

d) renseigner les Etats parties à la Convention universelle sur ses travaux.

2. Le Comité est composé de représentants de dix-huit Etats parties à la présente Convention ou seulement à la Convention de 1952.

3. Le Comité est désigné en tenant compte d'un juste équilibre entre les intérêts nationaux sur la base de la situation géographique de la population, des langues et du degré de développement.

4. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle et le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, ou leurs représentants, peuvent assister aux séances du Comité avec voix consultative.

Article XII

Le Comité intergouvernemental convoquera des conférences de révision chaque fois que cela lui semblera nécessaire ou si la convocation est demandée par au moins dix Etats parties à la présente Convention.

Article XIII

1. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou par la suite, déclarer, par une notification adressée au Directeur général, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des pays ou territoires dont il assure les relations extérieures; la Convention s'appliquera alors aux pays ou territoires désignés dans la notification à partir de l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article IX. A défaut de cette notification, la présente Convention ne s'appliquera pas à ces pays ou territoires.

2. Toutefois, le présent article ne saurait en aucun cas être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des Etats contractants de la situation de fait de tout territoire auquel la présente Convention est rendue applicable par un autre Etat contractant en vertu du présent article.

Article XIV

1. Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout ou partie des pays ou territoires qui auraient fait l'objet de la notification prévue à l'article XIII. La dénonciation s'effectuera par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation s'appliquera aussi à la Convention de 1952.

2. Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard de l'Etat ou du pays ou territoire au nom duquel elle aura été faite et seulement douze mois après la date à laquelle la notification a été reçue.

Article XV

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne sera pas réglé par voie de négociation sera porté devant la Cour internationale de justice pour qu'il soit statué par elle, à moins que les Etats en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article XVI

1. La présente Convention sera établie en français, en anglais et en espagnol. Les trois textes seront signés et feront également foi.

2. Il sera établi par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, des textes officiels de la présente Convention en allemand, en arabe, en italien et en portugais.

3. Tout Etat contractant ou groupe d'Etat contractants pourra faire établir par le Directeur général, en accord avec celui-ci, d'autres textes dans la langue de son choix.

4. Tous ces textes seront annexés au texte signé de la présente Convention.

Article XVII

1. La présente Convention n'affecte en rien les dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ni l'appartenance à l'Union créée par cette dernière Convention.

2. En vue de l'application de l'alinéa précédent, une déclaration est annexée au présent article. Cette déclaration fait partie intégrante de la présente Convention pour les Etats liés par la Convention de Berne au 1er janvier 1951 ou qui y auront adhéré ultérieurement. La signature de la présente Convention par les Etats mentionnés ci-dessus vaut également signature de la déclaration; toute ratification ou acceptation de la présente Convention, toute adhésion à celle-ci par ces Etats emportera également ratification, acceptation ou adhésion à la déclaration.

Article XVIII

La présente Convention n'infirme pas les conventions ou accords multilatéraux ou bilatéraux sur le droit d'auteur qui sont ou peuvent être mis en vigueur entre deux ou plusieurs républiques américaines, mais exclusivement entre elles. En cas de divergences soit entre les dispositions d'une part de l'une de ces conventions ou de l'un de ces accords en vigueur et d'autre part les dispositions de la présente Convention, soit entre les dispositions de la présente Convention et celles de toute nouvelle convention ou de tout nouvel accord qui serait établi entre deux ou plusieurs républiques américaines après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la convention ou l'accord le plus récemment établi prévaudra entre les parties. Il n'est pas porté atteinte aux droits acquis sur une œuvre, en vertu de conventions ou accords en vigueur dans l'un quelconque des Etats contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention dans cet Etat.

Article XIX

La présente Convention n'infirme pas les conventions ou accords multilatéraux ou bilatéraux sur le droit d'auteur en vigueur entre deux ou plusieurs Etats contractants. En cas de divergences entre les dispositions de l'une de ces conventions ou l'un de ces accords et les dispositions de la présente Convention, les dispositions de la présente Convention prévaudront. Ne seront pas affectés les droits acquis sur une œuvre en vertu de conventions ou accords en vigueur dans l'un des Etats contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention dans ledit Etat. Le présent article ne déroge en rien aux dispositions des article XVII et XVIII.

Article XX

Il n'est admis aucune réserve à la présente Convention.

Article XXI

1. Le Directeur genéral enverra des copies dûment certifiées de la présente Convention aux Etats intéressés ainsi qu'au Secretaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

2. En outre, il informera tous les Etats intéressés du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, des notifications prévues à la présente Convention et des dénonciations prévues à l'article XIV.

Déclaration annexe relative a l'article XVII

Les Etats membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (ci-après dénommée « l'Union de Berne »), parties à la présente Convention,

Désirant resserrer leurs relations mutuelles sur la base de ladite Union et éviter tout conflit pouvant résulter de la coexistence de la Convention de Berne et de la Convention universelle sur le droit d'auteur,

Reconnaissant la nécessité temporaire pour certains Etats d'adapter leur degré de protection du droit d'auteur à leur niveau de développement culturel, social et économique,

Ont, d'un commun accord, accepté les termes de la déclaration suivante:

a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa *b*), les œuvres qui, aux termes de la Convention de Berne, ont comme pays d'origine un pays ayant quitté, postérieurement au 1er janvier 1951, l'Union de Berne ne seront pas protégées par la Convention universelle sur le droit d'auteur dans les pays de l'Union de Berne;

b) Au cas où un Etat contractant est considéré comme un pays en voie de développement, conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au moment de son retrait de l'Union de Berne, une notification aux termes de laquelle il déclare se considérer comme en voie de développement, les dispositions de l'alinéa *a*) ne s'appliquent pas aussi longtemps que cet Etat pourra, conformément aux dispositions de l'article V-*bis*, se prévaloir des exceptions prévues par la présente Convention;

c) La Convention universelle sur le droit d'auteur ne sera pas applicable, dans les rapports entre les pays liés par la Convention de Berne, en ce qui concerne la protection des œuvres qui, aux termes de cette Convention de Berne, ont comme pays d'origine l'un des pays de l'Union de Berne.

Résolution concernant l'article XI

La Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur,

Ayant considéré les questions relatives au Comité intergouvernemental prévu à l'article XI de la présente Convention, à laquelle la présente résolution est annexée,

Décide ce qui suit:

1. Le Comité comprendra initialement des représentants des douze Etats membres du Comité intergouvernemental créé aux termes de l'article XI de la Convention de 1952 et de la résolution qui lui est annexée et, en outre, des représentants des Etats suivants: Algérie, Australie, Japon, Mexique, Sénégal, Yougoslavie.

2. Les Etats qui ne sont pas parties à la Convention de 1952 et qui n'auront pas adhéré à la présente Convention avant la première session ordinaire du Comité qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention seront remplacés par d'autres Etats qui seront désignés par le Comité, lors de sa première session ordinaire, conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article XI.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité prévu à l'alinéa 1 sera considéré comme constitué conformément à l'article XI de la présente Convention.

4. Le Comité tiendra une première session dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention; par la suite, le Comité se réunira en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans.

5. Le Comité élira un président et deux vice-présidents. Il établira son règlement intérieur en s'inspirant des principes suivants:

a) La durée normale du mandat des représentants sera de six ans avec renouvellement par tiers tous les deux ans, étant toutefois entendu que les premiers mandats viendront à expiration à raison d'un tiers à la fin de la seconde session ordinaire du Comité qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention, un autre tiers à la fin de sa troisième session ordinaire et le tiers restant à la fin de sa quatrième session ordinaire.

b) Les dispositions régissant la procédure selon laquelle le Comité pourvoira aux postes vacants, l'ordre d'expiration des mandats, le droit à la réélection et les procédures d'élection devront respecter un équilibre entre la nécessité d'une continuité dans la composition et celle d'une rotation dans la représentation, ainsi que les considérations mentionnées à l'alinéa 3 de l'article XI.

Emet le voeu que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture assure le secrétariat du Comité.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le vingt-quatre juillet 1971, en un exemplaire unique.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

RUPPRECHT VON KELLER
EUGEN ULMER

Pour Andorre :

Pour la République Argentine :

Pour le Commonwealth d'Australie :

Pour la République d'Autriche :

Pour le Royaume de Belgique :

BARON PAPEIANS DE MORCHOVEN
(28 juillet 1971)

Pour la République Fédérative du Brésil :

EVERALDO DAYRELL DE LIMA

Pour le Canada :

Pour la République du Chili :

Pour la République du Costa Rica :

CARLOS CORRALES

Pour la République de Cuba :

Pour le Royaume du Danemark :

W. WEINCKE

Pour la République de l'Equateur :

Pour l'Etat Espagnol :

EMILIO GARRIGUES

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

BRUCE C. LADD, JR.
ABRAHAM L. KAMINSTEIN

Pour la République de Finlande :

R. R. SEPPÄLÄ
(November 12th 1971)

Pour la République Française :

PIERRE CHARPENTIER
A. SAINT-MLEUX

Pour la République du Ghana :

Pour le Royaume de Grèce :

Pour la République du Guatemala :

ad referendum
FRANCISCO LINARES ARANDA

Pour la République d'Haïti :

Pour la République Populaire Hongroise :

TIMÁR ISTVÁN

Pour la République de l'Inde :

ad referendum
KANTI CHAUDHURI
S. BALAKRISHNAN

Pour l'Irlande :

Pour la République d'Islande :

Pour l'Etat d'Israël :

MAYER GABAY

Pour la République Italienne :

P. ARCHI

Pour le Japon :

YOSHIHIRO NAKAYAMA
K. ADACHI
(22 octobre 1971)

Pour la République du Kenya :

D. J. COWARD

Pour la République Khmère :

Pour le Royaume du Laos :

Pour la République Libanaise :

SALAH STÉTIÉ

Pour la République du Libéria :

AUGUSTINE D. JALLAH

Pour la Principauté de Liechtenstein :

GERLICZY-BURIAN

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Pour la République du Malawi :

Pour Malte :

Pour Maurice :

R. CHASLE

Pour les Etat-Unis du Mexique :

F. CUEVAS CANCINO

Pour la Principauté de Monaco :

FALAIZE

Pour la République du Nicaragua :

Pour la République Fédérale du Nigéria :

Pour le Royaume de Norvège :

HERSLEB VOGT
(20 novembre 1971)

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour le Pakistan :

Pour la République du Panama :

Pour la République du Paraguay :

Pour le Royaume des Pays-Bas :
W. L. HAARDT
J. VERHOEVE

Pour la République du Pérou :

Pour la République des Philippines :

Pour la République Portugaise :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
E. ARMITAGE
WILLIAM WALLACE

Pour le Saint-Siège :
E. ROVIDA

Pour le Royaume de Suède :
HANS DANELIUS

Pour la Confédération Suisse :
PEDRAZZINI

Pour la République Socialiste Tchécoslovaque :

Pour la République Tunisienne :
RAFIK SAÏD

Pour la République du Venezuela :

Pour la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie :
A. JELIĆ

Pour la République de Zambie :

PROTOCOLE ANNEXE 1

À LA CONVENTION UNIVERSELLE SUR LE DROIT D'AUTEUR RÉVISÉE À PARIS LE 24 JUILLET 1971 CONCERNANT LA PROTECTION DES OEUVRES DES PERSONNES APATRIDES ET DES RÉFUGIÉS

Les Etats parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur révisée à Paris le 24 juillet 1971 (ci-après dénommée « la Convention de 1971 ») et devenant parties au présent Protocole.

Sont convenus des dispositions suivantes:

1. Les personnes apatrides et les réfugiés ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant sont, pour l'application de la Convention de 1971, assimilés aux ressortissants de cet Etat.

2. *a*) Le présent Protocole sera signé et soumis à la ratification ou à l'acceptation par les Etats signataires, et il pourra y être adhéré, conformément aux dispositions de l'article VIII de la Convention de 1971.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque Etat à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y relatif, à condition que cet Etat soit déjà partie à la Convention de 1971.

c) A la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour un Etat non partie au Protocole annexe 1 à la Convention de 1952, ce dernier sera considéré comme entré en vigueur pour cet Etat.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le vingt-quatre juillet 1971, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui en adressera une copie certifiée conforme aux Etats signataires, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLE ANNEXE 2

À LA CONVENTION UNIVERSELLE SUR LE DROIT D'AUTEUR RÉVISÉE À PARIS LE 24 JUILLET 1971 CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION AUX OEUVRES DE CERTAINES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les Etats parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur révisée à Paris le 24 juillet 1971 (ci-après dénommée « la Convention de 1971 ») et devenant parties au présent Protocole.

Sont convenus des dispositions suivantes:

1. *a*) La protection prévue à l'alinéa 1 de l'article II de la Convention de 1971 s'applique aux œuvres publiées pour la première fois par l'Organisation des Nations Unies, par les institutions spécialisées reliées aux Nations Unies ou par l'Organisation des Etats américains.

b) De même, la protection prévue à l'alinéa 2 de l'article II de la Convention de 1971 s'applique aux susdites organisations ou institutions.

2. *a*) Le présent Protocole sera signé et soumis à la ratification ou à l'acceptation par les Etats signataires, et il pourra y être adhéré, conformément aux dispositions de l'article VIII de la Convention de 1971.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque Etat à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y relatif, à condition que cet Etat soit déjà partie à la Convention de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussigné dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le vingt-quatre juillet 1971, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui en adressera une copie certifiée conforme aux Etats signataires, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

(*Seguono le firme*).

Visto, *il Ministro per gli affari esteri:*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE UNIVERSALE SUL DIRITTO D'AUTORE RIVEDUTA A PARIGI IL 24 LUGLIO 1971

Gli Stati contraenti,

Desiderosi di assicurare in tutti i paesi la protezione dei diritti degli autori sulle opere letterarie, scientifiche e artistiche,

Convinti che un regime di protezione del diritto d'autore adeguato a tutte le nazioni ed espresso in una Convenzione universale, in aggiunta ai sistemi internazionali già in vigore e senza danneggiarli, è di natura tale da assicurare il rispetto dei diritti della persona umana e da favorire lo sviluppo delle lettere, delle scienze e delle arti,

Persuasi che un tale regime universale di protezione dei diritti degli autori faciliterà la diffusione delle opere dell'ingegno e contribuirà a una migliore comprensione internazionale,

Hanno deciso di rivedere la Convenzione universale sul diritto d'autore firmata a Ginevra il 6 settembre 1952 (qui di seguito denominata « la Convenzione del 1952 ») e, di conseguenza,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Ogni Stato contraente si impegna ad adottare tutte le disposizioni necessarie al fine di assicurare una protezione sufficiente ed efficace dei diritti degli autori e di ogni altro titolare di tali diritti sulle opere letterarie, scientifiche e artistiche, quali gli scritti, le opere musicali, drammatiche e cinematografiche, le pitture, le incisioni e le sculture.

Articolo II

1. Le opere pubblicate dei cittadini di ogni Stato contraente nonché le opere pubblicate per la prima volta sul territorio di detto Stato godono, in ogni altro Stato contraente, della protezione che questo altro Stato accorda alle opere dei suoi cittadini pubblicate per la prima volta sul suo territorio, nonché della protezione particolare accordata dalla presente Convenzione.

2. Le opere non pubblicate dei cittadini di ogni Stato contraente godono, in ogni altro Stato contraente, della protezione che questo altro Stato accorda alle opere non pubblicate dei suoi cittadini, nonché della protezione particolare accordata dalla presente Convenzione.

3. Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, ogni Stato contraente può, in base alle disposizioni della propria legislazione interna, assimilare ai suoi cittadini ogni persona domiciliata sul territorio di tale Stato.

Articolo III

1. Ogni Stato contraente che, in base alla propria legislazione interna, richieda, come condizione per la protezione dei diritti d'autore, l'adempimento di formalità quali deposito, registrazione, menzione, certificati notarili, pagamento di tasse, fabbricazione e pubblicazione sul territorio nazionale, deve considerare tali esigenze soddisfatte per qualsiasi opera protetta ai sensi della presente Convenzione, pubblicata per la prima volta fuori del territorio di tale Stato e il cui autore non è un suo cittadino se, fin dalla prima pubblicazione di tale opera, tutti gli esemplari dell'opera pubblicata con l'autorizzazione dell'autore o di qualsiasi altro titolare dei suoi diritti portano il simbolo © accompagnato dal nome del titolare del diritto d'autore e dall'indicazione dell'anno della prima pubblicazione; il simbolo, il nome e l'anno devono essere apposti in modo e luogo tali da indicare chiaramente che il diritto d'autore è riservato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non impediscono ad uno Stato contraente di sottoporre a formalità o ad altre condizioni, al fine di assicurare l'acquisizione e il godimento del diritto d'autore, le opere pubblicate per la prima volta sul suo territorio, o quelle dei suoi cittadini, qualunque sia il luogo della pubblicazione di tali opere.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 non impediscono ad uno Stato contraente di esigere da una persona che stia in giudizio di adempiere, ai fini del processo, alle norme di procedura quali l'assistenza dell'attore da parte di un avvocato che eserciti in quello Stato e il deposito da parte dell'attore di un esemplare dell'opera presso il tribunale o un ufficio amministrativo o presso ambedue. Tuttavia la mancata soddisfazione di tali obblighi non inficia la validità del diritto d'autore. Non può essere imposto ad un cittadino di un altro Stato contraente alcuno di questi obblighi, se tale obbligo non è imposto ai cittadini dello Stato nel quale è richiesta la protezione.

4. In ciascun Stato contraente devono essere assicurati i mezzi giuridici per proteggere senza formalità le opere non pubblicate dei cittadini degli altri Stati contraenti.

5. Se uno Stato contraente concede più di un periodo di protezione e se il primo periodo è di durata superiore ad uno dei tempi minimi previsti all'articolo IV della presente Convenzione, tale Stato ha la facoltà di non applicare il paragrafo 1 del presente articolo per quanto concerne il secondo periodo di protezione e i periodi successivi.

Articolo IV

1. La durata della protezione dell'opera è regolata dalla legge dello Stato contraente in cui è richiesta la protezione conformemente alle disposizioni dell'articolo II e del presente articolo.

2. *a*) La durata della protezione per le opere protette dalla presente Convenzione non sarà inferiore a un periodo che comprende la vita dell'autore e venticinque anni successivi alla sua morte. Tuttavia lo Stato contraente che, alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione sul suo territorio, avrà ridotto tale termine, per determinate categorie di opere, ad un periodo che s'inizi dalla prima pubblicazione dell'opera, avrà la facoltà di conservare tali deroghe e di estenderle ad altre categorie. Per tutte queste categorie, la durata della protezione non sarà inferiore a venticinque anni a partire dalla data della prima pubblicazione.

b) Ogni Stato contraente che, alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione sul suo territorio, non calcoli la durata della protezione in base alla vita dell'autore, avrà la facoltà di calcolare tale durata a partire dalla prima pubblicazione dell'opera o, se del caso, dalla registrazione di quest'opera precedente alla sua pubblicazione; la durata della protezione non sarà inferiore a venticinque anni a partire dalla data della prima pubblicazione o, se del caso, dalla registrazione dell'opera anteriore alla pubblicazione.

c) Se la legislazione dello Stato contraente prevede due o più periodi consecutivi di protezione, la durata del primo periodo non sarà inferiore alla durata di uno dei periodi minimi specificata alle precedenti lettere *a*) e *b*).

3. Le disposizioni del paragrafo 2 non si applicano alle opere fotografiche, nè alle opere di arti applicate. Tuttavia, negli Stati contraenti che proteggono le opere fotografiche e, quali opere artistiche, le opere di arti applicate, la durata della protezione non sarà, per queste opere, inferiore a dieci anni.

4. *a*) Nessuno Stato contraente avrà l'obbligo di assicurare la protezione di un'opera per una durata superiore a quella stabilita per la categoria a cui essa appartiene, se si tratta di un'opera non pubblicata, dalla legge dello Stato contraente di cui l'autore è cittadino e, se si tratta di una opera pubblicata, dalla legge dello Stato contraente in cui tale opera è stata pubblicata per la prima volta.

b) Ai fini della applicazione della lettera *a*) se la legislazione di uno Stato contraente prevede due o più periodi consecutivi di protezione, la durata della protezione accordata da tale Stato è considerata la somma di tali periodi. Tuttavia, se per un motivo qualsiasi un'opera determinata non è protetta da tale Stato durante il secondo periodo o uno dei periodi seguenti, gli altri Stati contraenti non hanno l'obbligo di proteggere tale opera durante il secondo periodo o i periodi successivi.

5. Ai fini dell'applicazione del paragrafo 4, l'opera di un cittadino di uno Stato contraente pubblicata per la prima volta in uno Stato non contraente sarà considerata come pubblicata per la prima volta nello Stato contraente di cui l'autore è cittadino.

6. Ai fini dell'applicazione del precedente paragrafo 4, in caso di pubblicazione simultanea in due o più Stati contraenti, l'opera sarà considerata come pubblicata per la prima volta nello Stato che accorda la protezione meno lunga. È considerata come pubblicata simultaneamente in più paesi ogni opera che sia apparsa in due o più paesi entro trenta giorni dalla sua prima pubblicazione.

Articolo IV-*bis*

1. I diritti contemplati nell'articolo I comprendono i diritti fondamentali che assicurano la protezione degli interessi patrimoniali dell'autore, in particolare il diritto esclusivo di autorizzare la riproduzione con qualsiasi mezzo, la rappresentazione e l'esecuzione pubbliche e la radiodiffusione. Le disposizioni del presente articolo si applicano alle opere protette dalla presente Convenzione, sia nella loro forma originale, sia in una forma riconoscibile come derivata dall'opera originale.

2. Tuttavia ogni Stato contraente può, secondo la propria legislazione nazionale, apportare eccezioni, non contrarie allo spirito e alle disposizioni della presente Convenzione, ai diritti menzionati nel paragrafo 1 del presente articolo. Gli Stati che facciano eventualmente uso di tale facoltà dovranno tuttavia accordare a ciascuno dei diritti ai quali sia fatta eccezione un livello ragionevole di protezione effettiva.

Articolo V

1. I diritti di cui all'articolo I comprendono il diritto esclusivo di fare, di pubblicare e di autorizzare a fare e pubblicare la traduzione delle opere protette ai sensi della presente Convenzione.

2. Tuttavia ogni Stato contraente può, in base alla propria legislazione nazionale, limitare il diritto di traduzione degli scritti, conformandosi però alle disposizioni seguenti:

a) Se, alla scadenza di un periodo di sette anni dalla data della prima pubblicazione di uno scritto, la traduzione di questo scritto non è stata pubblicata in una lingua di uso comune nello

Stato contraente, da parte del titolare del diritto di traduzione o con la sua autorizzazione, ogni cittadino di tale Stato contraente potrà ottenere dall'autorità competente di questo Stato una licenza non esclusiva per tradurre l'opera in questa lingua e pubblicare l'opera così tradotta.

b) Tale licenza potrà essere accordata soltanto se il richiedente, conformemente alle disposizioni in vigore nello Stato in cui è stata fatta la richiesta, dimostri di aver chiesto al titolare del diritto di traduzione l'autorizzazione di tradurre e di pubblicare la traduzione e, dopo debita diligenza da parte sua, di non aver potuto rintracciare il titolare del diritto d'autore e ottenere la sua autorizzazione. Alle stesse condizioni la licenza potrà essere inoltre accordata se, per una traduzione già pubblicata in una lingua di uso comune nello Stato contraente, le edizioni sono esaurite.

c) Se il titolare del diritto di traduzione non ha potuto essere rintracciato da parte del richiedente, quest'ultimo deve inviare copie della sua richiesta all'editore il cui nome figura sull'opera e al rappresentante diplomatico o consolare dello Stato di cui il titolare del diritto di traduzione è cittadino, se la nazionalità del titolare del diritto di traduzione è conosciuta, o all'organismo che può essere stato designato dal governo di detto Stato. La licenza non potrà essere accordata prima della scadenza di due mesi dall'invio delle copie della richiesta.

d) La legislazione nazionale adotterà le misure appropriate per assicurare al titolare del diritto di traduzione un equo compenso conforme agli usi internazionali nonché il pagamento e il trasferimento di tale compenso, e per garantire una corretta traduzione dell'opera.

e) Il titolo e il nome dell'autore dell'opera originale devono essere stampati anche su tutti gli esemplari della traduzione pubblicata. La licenza sarà valida soltanto per l'edizione sul territorio dello Stato contraente in cui è stata richiesta tale licenza. L'importazione e la vendita degli esemplari in un altro Stato contraente sono possibili se la lingua di uso comune in quello Stato è identica a quella in cui è stata tradotta l'opera, se la sua legislazione interna ammette la licenza e se nessuna disposizione in vigore in quello Stato ne vieta l'importazione e la vendita; l'importazione e la vendita sul territorio di uno Stato contraente in cui non esistano le precedenti condizioni sono regolate dalla legislazione di detto Stato e dagli accordi dallo stesso conclusi. La licenza non potrà essere ceduta dal suo beneficiario.

f) La licenza non può essere accordata nel caso in cui l'autore abbia ritirato dalla circolazione gli esemplari dell'opera.

Articolo V-*bis*

1. Ogni Stato contraente che sia considerato paese in via di sviluppo, conformemente alla pratica stabilita dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite, può, mediante notifica depositata presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (qui di seguito denominato « il Direttore generale ») al momento della sua ratifica, accettazione o adesione, o successivamente, avvalersi di tutte o parte delle eccezioni previste agli articoli V-*ter* e V-*quater*.

2. Ogni notifica depositata in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 resterà in vigore per un periodo di dieci anni a partire dalla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione o per quella parte di tale periodo decennale che sia rimasto da trascorrere alla data del deposito della notifica, e potrà essere rinnovata in tutto o in parte per altri periodi decennali se, in un periodo compreso fra il quindicesimo e il terzo mese prima della scadenza del periodo decennale in corso, lo Stato contraente depositi una nuova notifica presso il Direttore generale. Possono essere inoltre depositate notifiche per la prima volta durante tali nuovi periodi decennali conformemente alle disposizioni del presente articolo.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, uno Stato contraente che ha cessato di essere considerato paese in via di sviluppo secondo la definizione del paragrafo 1 non è più abilitato a

rinnovare la notifica che ha depositato ai sensi dei paragrafi 1 o 2 e, sia che annulli o non annulli ufficialmente tale notifica, tale Stato perderà la possibilità di avvalersi delle eccezioni previste agli articoli V-*ter* e V-*quater* alla scadenza del periodo decennale in corso, o tre anni dopo che abbia cessato di essere considerato paese in via di sviluppo, dovendo essere applicato il periodo che scade più tardi.

4. Gli esemplari di un'opera, già prodotti in virtù delle eccezioni previste agli articoli V-*ter* e V-*quater*, potranno continuare ad essere messi in circolazione dopo la scadenza del periodo per il quale le notifiche ai sensi del presente articolo hanno avuto effetto, e fino al loro esaurimento.

5. Ogni Stato contraente, che ha depositato una notifica conformemente all'articolo XIII concernente l'applicazione della presente Convenzione ad un paese o territorio particolare la cui situazione può essere considerata analoga a quella degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo, può anche, per quanto riguarda tale paese o territorio, depositare notifiche di eccezioni e di rinnovi ai sensi del presente articolo. Durante il periodo in cui tali notifiche sono in vigore le disposizioni degli articoli V-*ter* e V-*quater* possono essere applicate a detto paese o territorio. Qualsiasi invio di esemplari da detto paese o territorio allo Stato contraente verrà considerato come esportazione ai sensi degli articoli V-*ter* e V-*quater*.

Articolo V-*ter*

1. *a*) Ogni Stato contraente al quale si applica il paragrafo 1 dell'articolo V-*bis* può sostituire il periodo di sette anni previsto al paragrafo 2 dell'articolo V con un periodo di tre anni o un periodo più lungo fissato dalla sua legislazione. Tuttavia, nel caso di una traduzione in una lingua che non sia di uso comune in uno o più paesi sviluppati, partecipi sia della presente Convenzione o solo della Convenzione del 1952, il periodo di tre anni sarà sostituito con un periodo di un anno.

b) Ogni Stato contraente al quale si applica il paragrafo 1 dell'articolo V-*bis* può, con l'accordo unanime dei paesi sviluppati partecipi sia della presente Convenzione che unicamente della Convenzione del 1952 e in cui è comunemente usata la stessa lingua, sostituire, in caso di traduzione in quella lingua il periodo di tre anni previsto alla precedente lettera *a*) con un altro periodo fissato in conformità a detto accordo e che non potrà comunque essere inferiore a un anno. Tuttavia, la presente disposizione non viene applicata nel caso in cui la lingua in questione sia l'inglese, lo spagnolo o il francese. Sarà fatta notifica di tale accordo al Direttore generale.

c) La licenza potrà essere concessa soltanto se il richiedente, conformemente alle disposizioni in vigore nello Stato in cui è presentata la richiesta, dimostri di aver chiesto l'autorizzazione del titolare del diritto di traduzione e, con la dovuta diligenza da parte sua, di non aver potuto rintracciare il titolare del diritto o ottenere la sua autorizzazione. Contemporaneamente a tale richiesta il richiedente deve informare sia il Centro internazionale d'informazione sul diritto d'autore creato dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, sia qualsiasi centro nazionale o regionale d'informazione indicato come tale in una notifica depositata a tale fine presso il Direttore generale da parte del Governo dello Stato in cui si ritiene che l'editore eserciti la maggior parte delle sue attività professionali.

d) Qualora il titolare del diritto di traduzione non sia stato rintracciato dal richiedente, quest'ultimo deve inviare per posta aerea, in plico raccomandato, copie della sua richiesta all'editore il cui nome figura sull'opera e ad ogni centro nazionale o regionale d'informazione menzionato alla lettera *c*). Se l'esistenza di un tale centro non è stata notificata, il richiedente indirizzerà ugualmente una copia al Centro internazionale d'informazione sul diritto d'autore, creato dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

2. *a*) La licenza non potrà essere concessa ai sensi del presente articolo prima della scadenza di un ulteriore periodo di sei mesi, nel caso in cui essa possa essere ottenuta alla scadenza

di un periodo di tre anni; e di nove mesi, nel caso in cui essa possa essere ottenuta alla scadenza di un periodo di un anno. Il periodo supplementare decorrerà dalla data della richiesta d'autorizzazione di traduzione di cui alla lettera *c*) del paragrafo 1, o, nel caso in cui l'identità o l'indirizzo del titolare del diritto di traduzione non sia conosciuto, dalla data dell'invio delle copie della richiesta citate alla lettera *d*) del paragrafo 1 al fine di ottenere la licenza.

b) La licenza non viene concessa se una traduzione è stata pubblicata dal titolare del diritto di traduzione o con la sua autorizzazione durante detto periodo di sei o nove mesi.

3. Qualsiasi licenza può essere accordata ai sensi del presente articolo soltanto per uso scolastico, universitario o di ricerca.

4. *a*) La licenza non si estende alla esportazione di esemplari ed è valida soltanto per l'edizione all'interno del territorio dello Stato contraente in cui tale licenza è stata chiesta.

b) Ogni esemplare pubblicato in conformità a tale licenza deve contenere menzione, nella lingua appropriata, che l'esemplare viene messo in distribuzione soltanto nello Stato contraente che ha concesso la licenza; se l'opera riporta la menzione indicata nel paragrafo 1 dell'articolo III, gli esemplari così pubblicati devono riportare la stessa menzione.

c) Il divieto di esportazione previsto alla precedente lettera *a*) non si applica quando un organismo governativo o qualsiasi altro organismo pubblico di uno Stato che ha concesso, conformemente al presente articolo, una licenza al fine di tradurre un'opera in una lingua che non sia l'inglese, lo spagnolo, o il francese, invii esemplari di una traduzione fatta ai sensi di tale licenza a un altro paese, con la riserva che:

i) i destinatari siano cittadini dello Stato contraente che ha rilasciato la licenza, o organismi che raggruppino tali cittadini;

ii) gli esemplari siano utilizzati esclusivamente a fini scolastici, universitari o di ricerca;

iii) l'invio degli esemplari e la loro successiva distribuzione ai destinatari non rivestano alcun carattere di lucro;

iv) che un accordo, che sarà notificato al Direttore generale da uno dei governi che l'hanno concluso, intervenga fra il paese al quale gli esemplari sono inviati e lo Stato contraente al fine di permettere la ricezione e la distribuzione o una di queste due operazioni.

5. Disposizioni appropriate saranno adottate a livello nazionale per assicurare che:

a) la licenza comporti un equo compenso conforme al livello di quelli normalmente versati in caso di licenze liberamente negoziate fra gli interessi nei due paesi in questione;

b) il compenso sia pagato e trasmesso. Qualora esista una regolamentazione nazionale in materia di divise, l'autorità competente compirà ogni sforzo, ricorrendo ai meccanismi internazionali, per assicurare la trasmissione del compenso in moneta internazionalmente convertibile o nel suo equivalente.

6. Qualsiasi licenza accordata da uno Stato contraente in virtù del presente articolo scade se una traduzione dell'opera nella stessa lingua e, sostanzialmente, con lo stesso contenuto dell'edizione per la quale è stata concessa la licenza viene pubblicata in detto Stato dal titolare del diritto di traduzione o con la sua autorizzazione, a un prezzo analogo a quello in uso nello stesso Stato per opere similari. Gli esemplari già pubblicati prima della scadenza della licenza potranno continuare ad essere messi in circolazione fino al loro esaurimento.

7. Per le opere composte principalmente di illustrazioni, può essere concessa la licenza per la traduzione del testo e per la riproduzione delle illustrazioni soltanto se sono soddisfatte anche le condizioni dell'articolo V-*quater*.

8. *a*) La licenza per tradurre un'opera protetta dalla presente Convenzione, pubblicata per le stampe o in altre forme analoghe di riproduzione, può anche essere concessa a un organismo di radiodiffusione con sede sul territorio di uno Stato contraente al quale si applica il paragrafo 1

dell'articolo V-*bis* a seguito di richiesta fatta in tale Stato da detto organismo, e alle seguenti condizioni:

i) la traduzione deve essere fatta su un esemplare prodotto e acquisito conformemente alle leggi dello Stato contraente;

ii) la traduzione deve essere utilizzata soltanto per trasmissioni destinate esclusivamente all'insegnamento o alla diffusione di informazioni a carattere scientifico destinate agli esperti di una specifica professione;

iii) la traduzione deve essere utilizzata esclusivamente per i fini elencati nel precedente numero *ii*) mediante radiodiffusione legalmente fatta a beneficio di destinatari sul territorio dello Stato contraente, ivi incluse registrazioni sonore o visive realizzate lecitamente ed esclusivamente per tale radiodiffusione;

iv) le registrazioni sonore o visive della traduzione possono essere oggetto di scambi soltanto fra organismi di radiodiffusione con sede sociale sul territorio dello Stato contraente che ha concesso la licenza;

v) nessuna utilizzazione della traduzione deve avere carattere di lucro.

b) A condizione che tutti i criteri e tutte le condizioni elencate alla lettera *a*) siano rispettate, può essere concessa la licenza anche ad un organismo di radiodiffusione per la traduzione di testi incorporati o integrati a fissazioni audiovisive fatte e pubblicate al solo fine di essere utilizzate ad uso scolastico ed universitario.

c) Salve le lettere *a*) e *b*), le altre disposizioni del presente articolo sono applicabili alla concessione e all'esercizio della licenza.

9. Salve le disposizioni del presente articolo, ogni licenza concessa ai sensi del presente articolo sarà regolata dalle disposizioni dell'articolo V e continuerà a essere regolata dalle disposizioni dell'articolo V e da quelle del presente articolo, anche dopo il periodo di sette anni previsto al paragrafo 2 dell'articolo V. Tuttavia, alla scadenza di tale periodo, il titolare della licenza potrà chiedere che quest'ultima venga sostituita da una licenza regolata esclusivamente dall'articolo V.

Articolo V-*quater*

1. Ogni Stato contraente al quale si applichi il paragrafo 1 dell'articolo V-*bis* può adottare le disposizioni seguenti:

a) Se alla scadenza: *i*) del periodo stabilito alla lettera *c*) calcolato a partire dalla prima pubblicazione di una edizione determinata di un'opera letteraria, scientifica o artistica prevista al paragrafo 3, o *ii*) di ogni periodo più lungo stabilito dalla legislazione nazionale dello Stato, non sono stati messi in vendita in detto Stato esemplari di tale edizione, per rispondere alle esigenze sia del grande pubblico, sia dell'insegnamento scolastico e universitario, ad un prezzo paragonabile a quello adottato in detto Stato per opere analoghe, da parte del titolare del diritto di riproduzione o con la sua autorizzazione, ogni cittadino di tale Stato potrà ottenere, dall'autorità competente, una licenza non esclusiva per pubblicare detta edizione, a quel prezzo o a un prezzo inferiore, per rispondere alle esigenze dell'insegnamento scolastico e universitario. La licenza potrà essere concessa soltanto se il richiedente, conformemente alle disposizioni in vigore nello Stato, dimostra di aver chiesto al titolare del diritto l'autorizzazione di pubblicare tale opera e, dopo debita diligenza da parte sua, non ha potuto rintracciare il titolare del diritto d'autore o ottenere la sua autorizzazione. Al momento di fare la richiesta il richiedente deve anche informarne sia il Centro internazionale d'informazione sul diritto d'autore istituito dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, sia ogni centro nazionale o regionale di informazione di cui alla lettera *d*).

b) La licenza potrà essere anche concessa alle stesse condizioni se, durante un periodo di sei mesi, esemplari autorizzati dell'edizione in questione non vengano più messi in vendita nello Stato interessato per rispondere alle esigenze sia del grosso pubblico, sia dell'insegnamento scolastico e universitario, a un prezzo paragonabile a quello adottato nello Stato per opere analoghe.

c) Il periodo di cui alla lettera *a*) sarà di cinque anni. Tuttavia:

i) per le opere di scienze esatte e naturali e per quelle di tecnologia tale periodo sarà di tre anni;

ii) per le opere che appartengono al campo della immaginazione quali i romanzi, le opere poetiche, drammatiche e musicali e per i libri d'arte, tale periodo sarà di sette anni.

d) Qualora il titolare del diritto di riproduzione non sia stato rintracciato dal richiedente, quest'ultimo deve inviare, per posta aerea, in plico raccomandato, copie della sua richiesta all'editore il cui nome figura sull'opera e a ogni centro nazionale o regionale d'informazione indicato come tale in una notifica depositata presso il Direttore generale, dallo Stato in cui si ritiene che l'editore eserciti la maggior parte delle sue attività professionali. In mancanza di tale notifica egli invierà anche una copia al Centro internazionale d'informazione sul diritto d'autore istituito dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura. La licenza non potrà essere concessa prima della scadenza di un periodo di tre mesi a decorrere dall'invio delle copie della richiesta.

e) Nel caso in cui la licenza possa essere ottenuta alla scadenza del periodo di tre anni, la stessa non potrà essere concessa ai sensi del presente articolo:

i) fino alla scadenza di un periodo di sei mesi dalla data della richiesta d'autorizzazione di cui alla lettera *a*), o, nel caso in cui l'identità o l'indirizzo del titolare del diritto di riproduzione non sia conosciuto, dalla data dell'invio delle copie della richiesta di cui alla lettera *d*) al fine di ottenere la licenza;

ii) se durante tale periodo non ha avuto luogo alcuna distribuzione di esemplari dell'edizione alle condizioni previste alla lettera *a*).

f) Il nome dell'autore e il titolo dell'edizione particolare dell'opera devono essere stampati su tutti gli esemplari della riproduzione pubblicata. La licenza non si estende all'esportazione di esemplari e sarà valida soltanto per l'edizione all'interno del territorio dello Stato contraente in cui tale licenza è stata richiesta. La licenza non potrà essere ceduta dal suo beneficiario.

g) La legislazione nazionale adotterà le opportune misure per assicurare una esatta riproduzione dell'edizione in questione.

h) Ai sensi del presente articolo non sarà concessa la licenza per riprodurre e pubblicare una traduzione di un'opera, nei seguenti casi:

i) qualora la traduzione in questione non sia stata pubblicata dal titolare del diritto d'autore o con la sua autorizzazione;

ii) qualora la traduzione non sia in una lingua di uso comune nello Stato che è autorizzato a rilasciare la licenza.

2. Le disposizioni che seguono si applicano alle eccezioni previste al paragrafo 1 del presente articolo:

a) Ogni esemplare pubblicato conformemente ad una licenza concessa ai sensi del presente articolo dovrà contenere un'avvertenza nella lingua appropriata che precisi che l'esemplare è messo in circolazione soltanto nello Stato contraente al quale tale licenza si riferisce; se l'opera riporta la menzione indicata al paragrafo 1 dell'articolo III, gli esemplari così pubblicati dovranno riportare la stessa menzione.

b) Saranno adottate opportune disposizioni a livello nazionale affinché:

i) la licenza preveda un equo compenso conforme al livello delle somme normalmente versate nel caso di licenze liberamente negoziate fra gli interessati nei due Paesi in questione;

ii) il compenso sia pagato e trasmesso. Qualora esista una regolamentazione nazionale in materia di divise, l'autorità competente compirà ogni sforzo, mediante ricorso ai meccanismi internazionali, per assicurare la trasmissione del compenso in moneta convertibile a livello internazionale o nel suo equivalente.

c) Ogni volta che esemplari di una edizione di un'opera siano messi in vendita nello Stato contraente per soddisfare le esigenze, sia del grande pubblico sia dell'insegnamento scolastico e universitario, da parte del titolare del diritto di riproduzione o con la sua autorizzazione, a un prezzo paragonabile a quello adottato nello Stato per opere analoghe, qualsiasi licenza concessa in virtù del presente articolo cesserà nel caso in cui tale edizione sia nella stessa lingua dell'edizione pubblicata in virtù della licenza e se il contenuto sia essenzialmente lo stesso. Gli esemplari già prodotti prima della scadenza della licenza potranno continuare ad essere distribuiti fino al loro esaurimento.

d) La licenza non può essere concessa quando l'autore abbia ritirato dalla circolazione tutti gli esemplari di una edizione.

3. *a*) Salve le disposizioni della lettera *b*), le opere letterarie, scientifiche o artistiche alle quali si applica il presente articolo sono limitate alle opere pubblicate sotto forma di edizione stampata o sotto ogni altra forma analoga di riproduzione.

b) Il presente articolo si applica inoltre alla riproduzione audiovisiva delle lecite fissazioni audiovisive che costituiscano o incorporino opere protette nonché alla traduzione del testo che le accompagna in una lingua di uso comune nello Stato autorizzato a rilasciare la licenza, purché le fissazioni audiovisive in questione siano state concepite e pubblicate al solo fine di essere utilizzate per uso scolastico e universitario.

Articolo VI

Per « pubblicazione » ai sensi della presente Convenzione si intende la riproduzione in forma tangibile e la messa a disposizione del pubblico di esemplari dell'opera che ne permettano la lettura o la conoscenza visiva.

Articolo VII

La presente Convenzione non si applica alle opere, o ai diritti su tali opere, che, al momento della entrata in vigore della presente Convenzione nello Stato contraente in cui è richiesta la protezione, abbiano definitivamente cessato di essere protette in tale Stato o non lo siano mai state.

Articolo VIII

1. La presente Convenzione, che porterà la data del 24 luglio 1971, sarà depositata presso il Direttore generale e resterà aperta alla firma di tutti gli Stati partecipi della Convenzione del 1952 per un periodo di centoventi giorni a partire dalla data della presente Convenzione. Sarà sottoposta alla ratifica o all'accettazione degli Stati firmatari.

2. Ogni Stato che non abbia firmato la presente Convenzione potrà aderirvi.

3. La ratifica, l'accettazione o l'adesione sarà effettuata mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il Direttore generale.

Articolo IX

1. La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito di dodici strumenti di ratifica, accettazione o adesione.

2. Successivamente, la presente Convenzione entrerà in vigore, per ciascuno Stato, tre mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione da parte di detto Stato.

3. L'adesione alla presente Convenzione di uno Stato che non è partecipe della Convenzione del 1952 costituisce anche adesione a detta Convenzione; tuttavia, se il suo strumento di adesione viene depositato prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, tale Stato potrà subordinare la propria adesione alla Convenzione del 1952 alla entrata in vigore della presente Convenzione. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, nessuno Stato potrà aderire esclusivamente alla Convenzione del 1952.

4. Le relazioni fra gli Stati partecipi della presente Convenzione e gli Stati che sono partecipi soltanto della Convenzione del 1952 sono regolate dalla Convenzione del 1952. Tuttavia, ogni Stato che sia partecipe soltanto della Convenzione del 1952 potrà dichiarare, mediante notifica depositata presso il Direttore generale, di permettere l'applicazione della Convenzione del 1971 alle opere dei suoi cittadini o pubblicate per la prima volta sul suo territorio da ogni Stato partecipe della presente Convenzione.

Articolo X

1. Ciascuno Stato contraente s'impegna ad adottare, conformemente alle disposizioni della sua Costituzione, le misure necessarie per assicurare l'applicazione della presente Convenzione.

2. Resta inteso che alla data in cui la presente Convenzione entra in vigore nei confronti di uno Stato, tale Stato deve essere in grado, secondo la propria legislazione nazionale, di applicare le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo XI

1. È creato un Comitato intergovernativo con le seguenti attribuzioni:

a) studiare i problemi relativi all'applicazione e al funzionamento della Convenzione universale;

b) preparare le revisioni periodiche di detta Convenzione;

c) studiare ogni altro problema relativo alla protezione internazionale del diritto d'autore in collaborazione con i diversi organismi internazionali interessati, in particolare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, con l'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie e artistiche e con l'Organizzazione degli Stati americani;

d) informare gli Stati partecipi della Convenzione universale sui suoi lavori.

2. Il Comitato è composto da rappresentanti di diciotto Stati partecipi della presente Convenzione o soltanto della Convenzione del 1952.

3. Il Comitato sarà designato tenendo conto di un giusto equilibrio fra gli interessi nazionali sulla base della situazione geografica della popolazione, delle lingue e del grado di sviluppo.

4. Il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, il Direttore generale dell'Organizzazione mondiale della proprietà intellettuale e il Segretario generale dell'Organizzazione degli Stati americani, o i loro rappresentanti, possono assistere alle sedute del Comitato a titolo consultivo.

Articolo XII

Il Comitato intergovernativo convocherà conferenze per la revisione ogni qualvolta lo riterrà necessario o su richiesta di almeno dieci Stati partecipi della presente Convenzione.

Articolo XIII

1. Ogni Stato contraente può, al momento del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o successivamente, dichiarare, mediante notifica inviata al Direttore generale, che la presente Convenzione si applica a tutti o parte dei paesi o territori di cui esso assicura le relazioni internazionali; la Convenzione si applicherà quindi ai paesi o territori citati nella notifica dopo la scadenza del periodo di tre mesi previsto all'articolo IX. In mancanza di detta notifica, la presente Convenzione non si applicherà a tali paesi o territori.

2. Tuttavia, il presente articolo non sarà in nessun caso interpretato come implicante il riconoscimento o l'accettazione tacita da parte di uno qualunque degli Stati contraenti della situazione di fatto di ogni territorio al quale la presente Convenzione viene dichiarata applicabile da un altro Stato contraente in virtù del presente articolo.

Articolo XIV

1. Ogni Stato contraente potrà denunciare la presente Convenzione in suo nome o in nome di tutti o parte dei paesi o territori che siano stati oggetto della notifica di cui all'articolo XIII. La denuncia verrà effettuata mediante notifica inviata al Direttore generale. Tale denuncia sarà anche applicata alla Convenzione del 1952.

2. Detta denuncia avrà effetto soltanto nei confronti dello Stato, o paese, o territorio in nome del quale sia stata fatta e soltanto dodici mesi dopo la data in cui la notifica sia stata ricevuta.

Articolo XV

Ogni controversia fra due o più Stati contraenti che concerne l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione e che non sia stata composta mediante negoziati sarà portata davanti alla Corte Internazionale di Giustizia per la sua risoluzione, a meno che gli Stati in causa non convengano altrimenti circa la sua composizione.

Articolo XVI

1. La presente Convenzione sarà redatta in francese, inglese e spagnolo. I tre testi saranno firmati e faranno ugualmente fede.

2. Saranno redatti dal Direttore generale, previa consultazione con i governi interessati, testi ufficiali della presente Convenzione in arabo, italiano, portoghese e tedesco.

3. Ogni Stato contraente o gruppo di Stati contraenti potrà far redigere dal Direttore generale, di concerto con quest'ultimo, altri testi nella lingua di sua scelta.

4. Tutti i testi suddetti saranno allegati al testo firmato della presente Convenzione.

Articolo XVII

1. La presente Convenzione non pregiudica in alcun modo le disposizioni della Convenzione di Berna per la protezione delle opere letterarie e artistiche nè l'appartenenza all'Unione creata con tale Convenzione.

2. In vista dell'applicazione del precedente paragrafo, viene allegata una dichiarazione al presente articolo. Tale dichiarazione è parte integrante della presente Convenzione per gli Stati legati dalla Convenzione di Berna al 1º gennaio 1951 o che vi hanno aderito successivamente. La firma della presente Convenzione da parte dei suddetti Stati vale anche quale firma della dichiarazione; ogni ratifica o accettazione della presente Convenzione, ogni adesione ad essa da parte di detti Stati comporterà anche la ratifica, l'accettazione e l'adesione alla dichiarazione.

Articolo XVIII

La presente Convenzione non inficia le convenzioni o accordi multilaterali o bilaterali sul diritto d'autore che sono o possano essere messi in vigore fra due o più repubbliche americane, ma esclusivamente fra di loro. In caso di divergenze sia fra le disposizioni di dette convenzioni o accordi e le disposizioni della presente Convenzione, o fra le disposizioni di detta Convenzione e quelle di una nuova convenzione o accordo che sia stabilito fra due o più repubbliche americane dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, prevarrà fra le parti la convenzione o l'accordo stabilito più recentemente. Non sono pregiudicati i diritti acquisiti su un'opera, in virtù di convenzioni o accordi in vigore in uno qualsiasi degli Stati contraenti anteriormente alla data della entrata in vigore della presente Convenzione in tale Stato.

Articolo XIX

La presente Convenzione non inficia le convenzioni o gli accordi multilaterali o bilaterali sul diritto d'autore in vigore tra due o più Stati contraenti. In caso di divergenze fra le disposizioni di tali convenzioni o accordi e le disposizioni della presente Convenzione, prevarranno le disposizioni della presente Convenzione. Non saranno pregiudicati i diritti acquisiti su di un'opera in virtù di convenzioni o accordi in vigore in uno degli Stati contraenti anteriormente alla data di entrata in vigore della presente Convenzione in detto Stato. Il presente articolo non pregiudica in nulla le disposizioni degli articoli XVII e XVIII.

Articolo XX

Non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

Articolo XXI

1. Il Direttore generale invierà copie debitamente certificate della presente Convenzione agli Stati interessati nonché al Segretario generale delle Nazioni Unite il quale provvederà alla registrazione.

2. Inoltre, informerà tutti gli Stati interessati del deposito degli strumenti di ratifica, accettazione o adesione, della data di entrata in vigore della presente Convenzione, delle notifiche previste alla presente Convenzione e delle denunce previste all'articolo XIV.

Dichiarazione allegata relativa all'articolo XVII

Gli Stati membri dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie e artistiche (qui di seguito denominata «l'Unione di Berna»), partecipi della presente Convenzione,

Desiderando rafforzare le loro relazioni reciproche sulla base della suddetta Unione ed evitare qualsiasi conflitto che possa sorgere dalla coesistenza della Convenzione di Berna e della Convenzione universale sul diritto d'autore,

Riconoscendo la necessità temporanea per alcuni Stati di adattare il loro grado di protezione del diritto d'autore al loro livello di sviluppo culturale, sociale ed economico,

Hanno, di comune accordo, accettato i termini della seguente dichiarazione:

a) Con riserva delle disposizioni della lettera *b*), le opere che, secondo la Convenzione di Berna, hanno come loro paese di origine un paese che si sia ritirato, dopo il 1° gennaio 1951, dalla Unione di Berna, non saranno protette dalla Convenzione universale sul diritto d'autore nei paesi dell'Unione di Berna.

b) Nel caso in cui uno Stato contraente sia considerato paese in via di sviluppo, conformemente alla prassi stabilita dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite, e abbia depositato presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, al momento del suo ritiro dall'Unione di Berna, una notifica secondo cui dichiara di considerarsi paese in via di sviluppo, le disposizioni della lettera *a*) non saranno applicate per tutto il tempo in cui tale Stato potrà, conformemente alle disposizioni dell'articolo V-*bis*, avvalersi delle eccezioni previste dalla presente Convenzione.

c) La Convenzione universale sul diritto d'autore non sarà applicata, nei rapporti fra i paesi legati dalla Convenzione di Berna, per quanto riguarda la protezione delle opere che, ai sensi della Convenzione di Berna, hanno come paese d'origine uno dei paesi dell'Unione di Berna.

Risoluzione concernente l'articolo XI

La Conferenza per la revisione della Convenzione universale sul diritto d'autore,

Avendo esaminato le questioni relative al Comitato intergovernativo previsto all'articolo XI della presente Convenzione, a cui è allegata la presente risoluzione,

Decide quanto segue:

1. Il Comitato sarà costituito inizialmente dai rappresentanti di dodici Stati membri del Comitato intergovernativo creato ai sensi dell'articolo XI della Convenzione del 1952 e della risoluzione ad essa allegata e, inoltre, dai rappresentanti dei seguenti Stati: Algeria, Australia, Giappone, Messico, Senegal, Jugoslavia.

2. Gli Stati che non sono partecipi della Convenzione del 1952 e che non avranno aderito alla presente Convenzione anteriormente alla prima sessione ordinaria del Comitato dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione saranno sostituiti da altri Stati che saranno designati dal Comitato durante la sua prima sessione ordinaria, conformemente alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo XI.

3. Dal momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato previsto al paragrafo 1 sarà considerato costituito conformemente all'articolo XI della presente Convenzione.

4. Il Comitato terrà la prima sessione entro un anno dalla entrata in vigore della presente Convenzione; in seguito il Comitato si riunirà in sessione ordinaria almeno una volta ogni due anni.

5. Il Comitato eleggerà un presidente e due vice-presidenti. Stabilirà il proprio regolamento interno ispirandosi ai principi seguenti:

a) La durata normale del mandato dei rappresentanti sarà di sei anni; ogni due anni un terzo dei rappresentanti sarà rinnovato, fermo restando tuttavia che il primo terzo dei mandati scadrà alla fine della seconda sessione ordinaria del Comitato successiva all'entrata in vigore della presente Convenzione, un altro terzo alla fine della terza sessione ordinaria e l'ultimo terzo alla fine della quarta sessione ordinaria.

b) Le disposizioni che regolano la procedura in base alla quale il Comitato provvederà ai posti vacanti, l'ordine di scadenza dei mandati, il diritto alla rielezione e le procedure di elezione dovranno rispettare un equilibrio fra la necessità di una continuità nella composizione e quella di una rotazione nella rappresentanza, nonché le considerazioni di cui al paragrafo 3 dell'articolo XI.

Auspica che l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura provveda al segretariato del Comitato.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, avendo depositato i loro rispettivi pieni poteri, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Parigi il ventiquattro luglio 1971, in un unico esemplare.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO 1

ALLEGATO ALLA CONVENZIONE UNIVERSALE SUL DIRITTO D'AUTORE RIVEDUTA A PARIGI IL 24 LUGLIO 1971 CONCERNENTE LA PROTEZIONE DELLE OPERE DEGLI APOLIDI E DEI RIFUGIATI

Gli Stati partecipi della Convenzione universale sul diritto d'autore riveduta a Parigi il 24 luglio 1971 (qui di seguito denominata « la Convenzione del 1971 ») e partecipi anche del presente Protocollo,

Hanno convenuto quanto segue:

1. Gli apolidi e i rifugiati aventi la loro residenza abituale in uno Stato contraente sono, in applicazione della Convenzione del 1971, assimilati ai cittadini di tale Stato.

2. *a*) Il presente Protocollo sarà firmato e sottoposto alla ratifica o all'accettazione da parte degli Stati firmatari, e vi si potrà aderire, conformemente alle disposizioni dell'articolo VIII della Convenzione del 1971.

b) Il presente Protocollo entrerà in vigore per ciascuno Stato alla data del deposito dello strumento di ratifica, accettazione o adesione dello Stato interessato, a condizione che detto Stato sia già partecipe della Convenzione del 1971.

c) Alla data di entrata in vigore del presente Protocollo per uno Stato non partecipe del Protocollo 1 allegato alla Convenzione del 1952, quest'ultimo sarà considerato come entrato in vigore nei confronti di detto Stato.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Parigi il ventiquattro luglio 1971, in francese, inglese e spagnolo, i tre testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura. Il Direttore generale ne invierà una copia certificata conforme agli Stati firmatari, nonché al Segretario generale delle Nazioni Unite per la registrazione a cura di quest'ultimo.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO 2

ALLEGATO ALLA CONVENZIONE UNIVERSALE SUL DIRITTO D'AUTORE RIVEDUTA A PARIGI IL 24 LUGLIO 1971 CONCERNENTE L'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE ALLE OPERE DI ALCUNE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

Gli Stati partecipi della Convenzione universale sul diritto d'autore riveduta a Parigi il 24 luglio 1971 (qui di seguito denominata « la Convenzione del 1971 ») e partecipi anche al presente Protocollo,

Hanno convenuto le disposizioni seguenti:

1. *a*) La protezione prevista al paragrafo 1 dell'articolo II della Convenzione del 1971 si applica alle opere pubblicate per la prima volta dall'Organizzazione delle Nazioni Unite, dalle istituzioni specializzate ad essa collegate, o dall'Organizzazione degli Stati americani.

b) Analogamente, la protezione prevista al paragrafo 2 dell'articolo II della Convenzione del 1971, si applica alle suddette organizzazioni o istituzioni.

2. *a*) Il presente Protocollo sarà firmato e sottoposto alla ratifica o all'accettazione da parte degli Stati firmatari, e vi si potrà aderire conformemente alle disposizioni dell'articolo VIII della Convenzione del 1971.

b) Il presente Protocollo entrerà in vigore per ciascuno Stato alla data del deposito del relativo strumento di ratifica, accettazione o adesione, a condizione che tale Stato sia già partecipe della Convenzione del 1971.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti debitamente autorizzati hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Parigi il ventiquattro luglio 1971 in francese, inglese e spagnolo, i tre testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura. Il Direttore generale ne invierà una copia certificata conforme agli Stati firmatari, nonché al Segretario generale delle Nazioni Unite per la registrazione a cura di quest'ultimo.

(*Seguono le firme*).

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651090/7) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.